L352

John Carter Brown
Library
Brown University

BOUND BY SANGORSKI & SUTCLIFFE, LONDON

# LE DESTIN
## DE
# L'AMÉRIQUE
## OU
## DIALOGUES PITTORESQUES;

*Dans lesquels on développe la cause des événemens actuels, la politique & les intérêts des Puissances de l'Europe, rélativement à cette guerre, & les suites qu'elle devroit avoir pour le bonheur de l'Humanité.*

---

TRADUIT DE L'ANGLOIS.

---

A LONDRES,

M. DCC. LXXX.

# AVIS

*Qui ſe trouve dans la quatrieme Édition angloiſe.*

A peine cet ouvrage a-t-il paru en anglois qu'en peu de jours, pluſieurs éditions ſucceſſives ont été enlevées. Les perſonnages introduits ſur la ſcène, n'ayant pas ôſé réclamer contre les diſcours qu'on leur fait tenir, cette piece ne doit pas être confondue avec les fictions imaginées à plaiſir, pour amuſer les geus déſœuvrés ou ſoulager ceux qui ſont ſurchargés de *Spleen*. Elle mérite d'être conſignée parmi les monumens authentiques qui doivent ſervir aux races futures, pour ſavoir l'hiſtoire des grands événemens qui s'offrent à nos yeux, & connoître les Acteurs qui ont joué un rôle dans ces ſcènes ſi mémorables. L'accueil dont le public a daigné honorer cette production ou plutôt cette rédaction, eſt dû ſans doute

aux lumieres qu'elle jette ſur l'état des puiſſances étrangeres, que l'on chercheroit en-vain dans le *Morning chronicle*, dans le *London chronicle*, dans le *Daily Advertiſer* & dans les autres recueils périodiques de menſonges, appellés *papiers-nouvelles*. Il faut avouer que ces compilateurs négligent trop de ſe procurer de bonnes correſpondances en Hollande, pays où l'état des puiſſances de l'Europe eſt jugé avec le plus d'impartialité & où leurs intérêts ſont peſés dans une balance plus juſte. Les étrangers verront cependant que, quand même nos gazettiers leur prouvent qu'il y a encore parmi nous bien des préjugés nationaux, notre iſle ne laiſſe pas de renfermer des hommes éclairés qui ſavent leur rendre juſtice. Le dernier dialogue pourra peut-être mécontenter les François & les Eſpagnols. Mais, s'ils approfondiſſent bien le Syſtême du *Philoſophe*, ils conviendront que ſon exécution leur ſeroit auſſi avantageuſe qu'aux Anglois. Un des plus profonds politiques de nos jours n'a-t-il pas écrit que le meilleur conſeil qu'on pourroit donner à l'Eſpagne,

étoit de renoncer à l'Amérique ? On ne doit donc pas ſavoir mauvais gré au *Philoſophe* d'avoir préféré le bonheur de l'humanité à celui de tel ou tel peuple. Les nations étrangeres ne peuvent donc en reſſentir d'autre peine, ſinon celle de voir que c'eſt à un Anglois qu'elles ſont redevables d'un plan ſi humain & ſi beau.

LES

# INTERLOCUTEURS

OU PERSONNAGES SONT:

S. M. B.
LORD NORTH.
LORD WEYMOUTH.
LE DUC DE RICHMOND.
LORD GERMAINE.
LORD BUTE.
LORD SANDWICH.
Mr. STHEVENS.
L'Amb. des E. G.
Mr. de SIMOLIN.
Un Envoyé de la Cour de FRANCE.
Un Marchand D'AMSTERDAM.
Des SECRETAIRES.
Des Faiseurs de Projets.
Un PHILOSOPHE.

---

*La Scène eſt au Palais St. JAMES.*

# LE DESTIN DE L'AMÉRIQUE.

## DIALOGUE I.

### S. M., LORD NORTH, ET LE DUC DE RICHMOND.

S. M.

IL y a près de onze ans que les premières étincelles de la discorde s'allumerent en Amérique (*) : il y a près de cinq ans que les

(*) Dans le discours prononcé par le Roi le 8 Novembre 1768, on trouve ces mots, „ that the „ spirit of faction had broke out *a fresh* in some „ of the Colonies .... that Boston was in a state

intrigues d'un petit nombre de chefs audacieux & criminels, abuſant de la ſimplicité crédules de leurs compatriotes, engagerent la plupart de mes fidèles colonies à lever l'étendard de la révolte, contre leur mère patrie. Vous n'avez, depuis ces deux époques, mon cher LORD NORTH, ceſſé de me promettre la prompte ſuppreſſion de ces malheureux troubles. Je vous ai cru; les choſes n'ont pas laiſſé d'aller de mal en pis: je crains que nous n'ayons pris une route directement contraire à celle que nous aurions dû prendre, &, qu'effectivement, nous n'en ayons trop fait, pour ramener les rébelles & trop peu pour les réduire.

## LORD NORTH.

Quels reproches peut-on me faire? n'ai-je pas envoyé en Amérique, le Général Burgoine avec une grande armée, & l'Amiral Byron avec une grande Flotte? n'ai-je pas envoyé l'Amiral Keppel contre les François avec une Flotte formidable? Pouvois-je prévoir que le premier ſe laiſſeroit ſottement prendre par les troupes les plus mépriſables de la ter-

---

„ of diſobedience to all law and Government, and
„ had proceeded to meaſures ſubverſive of the
„ conſtitution, and attended with circumſtances
„ that manifeſted a diſpoſition to throw off their
„ dependence on Great Britain."

re, que le ſecond ſeroit le jouet des vents; & que le troiſième ſeroit repouſſé dans nos ports, à la ſuite d'un engagement où il ne tenoit qu'à lui de détruire toute la Flotte Françoiſe? Mes meſures n'étoient-elles pas immanquables? Si Burgoine avoit joint le Général Howe, ſi Keppel avoit battu d'Orvilliers, ſi Byron avoit détruit la Flotte d'Eſtaing; ſi le Général Howe avoit attendu Washington à Philadelphie, ſi . . . . ; les Rébelles n'auroient-ils pas été obligés de mettre bas les armes & de recourir à la clémence du Vainqueur?

## LE DUC DE RICHMOND.

Vos meſures étoient bonnes & vos eſpérances légitimes, ſi, doué d'un génie étendu & éclairé, vous euſſiez eu la ſage précaution de donner des forces plus conſidérables à ces Amiraux & à ces Généraux; ſi, par par une prévoyance qui ne doit jamais échapper à l'œil d'un Miniſtre pénétrant, vous euſſiez calculé les probabilités & pourvu aux événemens qui pouvoient tromper votre attente.

## LORD NORTH.

Devois-je employer des forces plus conſidérables, dans le tems que tout le monde publioit que les Rébelles n'étoient que le rebut

de la plus vile canaille, auſſi lâche qu'inſolente; & qu'il ne falloit qu'un Anglois pour battre au moins ſix François ?

## LE DUC DE RICHMOND.

Et voilà le mal ! nos miniſtres actuellement régnans, au lieu de ſuivre des ſyſtêmes juſtes & bien combinés, n'ont pour guides que de vains bruits, des préjugés populaires, & les expoſés infideles de nos Gazettiers. Au lieu de frapper des coups déciſifs, de ſuivre des opérations grandes & étendues, qui portent l'empreinte du génie, & annoncent la majeſté de la nation, ils ne connoiſſent que de miſérables petits expédients qui les déshonorent, s'ils échouent, & ne leur procurent aucune gloire, s'ils réuſſiſſent. Que ne prennent-ils pour modèle, LORD CHATHAM, cet illuſtre patriote dont nos derniers neveux ne prononceront le nom qu'avec attendriſſement, & avec qui la gloire, hélas ! de l'Empire Britanique, ſemble être deſcendue dans le tombeau ? Quand la voix du peuple le pouſſa dans le miniſtère, la retraite de Bing & la perte de Minorque avoient étourdi les Anglois ; ſon génie brûlant & actif porta l'eſpoir & la vie dans toutes les parties de l'empire : des opérations vaſtes & hardies annoncerent partout le peuple dominateur des mers & le vainqueur des nations. En peu de tems,

tous les ports de France furent bloqués, ſa marine fut détruite, l'Eſpagne qui accouroit à ſon ſecours, fut humiliée & dépouillée. Il eut mis pour toujours nos ennemis hors d'état de ſe relever, ſi l'envie que ſes ſuccès faiſoient gémir, ne l'eût éloigné d'une cour dont ſes vives lumières offuſquoient la vue foible & bornée.

## LORD NORTH.

N'avois-je pas, Mylord, affaire à des ennemis réduits à des expédiens ſemblables, pour ne pas dire pires? A quelles pauvres reſſources n'avons-nous pas vu le conciliabule des Américains & le miniſtère de France, avoir recours? Dans le tems qu'ils éclaterent contre nous, paroiſſoit-il néceſſaire d'étaler toutes les forces d'une nation déja épuiſée par ſes grands coups, qui ſont ſelon vous un objet d'admiration, & ſelon moi l'unique cauſe de notre foibleſſe actuelle?

## LE DUC DE RICHMOND.

Ne vaut-il pas mieux frapper à coups ſûrs; & ne gagne-t-on pas plus en faiſant à propos des efforts extraordinaires qu'à ſe ruiner & ſe conſumer en détail? Vous avez laiſſé nos ennemis s'élever au niveau de notre grandeur. Vous n'avez pas ſu prévenir leur jonction formidable. N'eſt-il pas à craindre

qu'avec leurs efforts combinés ils n'achevent de nous chaſſer des deux Indes & ne viennent nous dicter la loi dans notre pays?

LORD NORTH.

Tel eſt le langage outré des partiſans de l'oppoſition: ils font naître des chimères pour avoir le plaiſir de les combattre. Ils reſſemblent à ces enfans qui s'amuſent à faire voler dans l'air des bulles d'eau & de ſavon, qu'un ſouffle fait naître & qu'un ſouffle détruit.

LE DUC DE RICHMOND.

Je vois bien, Mylord, que le patriotiſme parle en vain à des miniſtres qui ont juré de ſacrifier le bonheur de l'Etat & peut-être ſon exiſtence à leur ambition.

( *En s'adreſſant à S. M.* ) Sire, mon zèle pour vous, ce que je dois à ma patrie, m'obligent de vous dire hardiment la vérité. La fin de votre règne commencé ſous les plus brillans auſpices, ne ſera cité que comme l'époque de notre nation, ſi vous ne renvoyez des miniſtres qui commencent par vous égarer par incapacité, & finiſſent par vous trahir par entêtement.

# DIALOGUE II.

## S. M., LORD NORTH, ET LORD WEYMOUTH.

---

### LORD WEYMOUTH.

JE viens d'apprendre par mes émiſſaires dans le continent, que la France ne peut remplir les emprunts qu'elle a ouverts, qu'elle ne peut recruter les matelots que la guerre enlève, & que nous avons tout à eſpérer de l'état déplorable où nos braves armateurs ont réduit ſon commerce, & du découragement naturel à cette nation, auſſi vive à s'engager à la premiere lueur d'eſpoir que facile à ſe rebuter au moindre revers.

### LORD NORTH.

Je l'avois prévu. J'ai toujours ſu apprécier les reſſources de la France. Tout ce que je craignois, c'eſt qu'ayant confié ſes finances à un Nonconformiſte, calculateur ſubtil, le Roi n'eût en vue de ſonder les diſpoſitions du peuple, pour faire des changemens

utiles. Je vois maintenant que Necker n'eſt, ainſi que moi, qu'un homme à expédiens ; & que ſa qualité d'étranger lui ôtera toujours la penſée de propoſer des innovations néceſſaires, mais qui feroient trop de mécontens. Tant qu'il ne pourra faire des emprunts repréſentés par des taxes proportionnelles, ils ne ſeront ni faciles à remplir, ni analogues aux beſoins de l'Etat. Ce gouvernement a perdu tout ſon crédit. Ainſi, tant que ces impôts ne ſeront aſſis ni ces emprunts garantis par les Etats de la nation, jamais la France ne ſera pour nous une rivale formidable. Ce ſera toujours une maſſe énorme qui ne pourra lutter contre ſes ennemis, qu'avec de groſſes chaînes ; tandis que l'Angleterre plus petite à la vérité, mais ayant, à l'aide de ſon crédit national, tous ſes mouvemens libres, prévaudra toujours avec les forces de l'impulſion ſur une puiſſance qui n'a que les forces de la péſanteur. Et comme les François n'auront pas la patience néceſſaire dans une guerre qui doit traîner en longueur, nous gagnerons beaucoup, ſi nous gagnons du tems. L'Amérique, déſolée par les courſes de nos troupes, ſe découragera peu-à-peu : nos partiſans dans ce pays ſaiſiront l'occaſion pour répandre adroitement qu'elle ne peut pas plus exiſter ſans nous, que le corps humain ne peut ſubſiſter ſans tête.

S. M.

Je ne ſais où vous puiſez toute votre ſcience, Mylord; mais, quand vous parlez, vous êtes toujours ſûr de me convaincre: tout ce que vous venez de dire me paroît d'une vérité à laquelle il n'y a rien à répliquer. Si donc, comme il arrive toujours, nous eſſuyons des revers, je ſuis réſolu d'en inférer, que l'erreur eſt dans les événemens & non pas dans vos conjectures. Mais ce Sartine, dont vous ne parlez pas, il nous a joué un vilain tour. Je ne ſais quel frémiſſement mêlé d'effroi s'empare de mes ſens, toutes les fois que je penſe à cet homme.

LORD WEYMOUTH.

Je vous avouerai, Sire, que c'eſt effectivement l'homme dont nous devons le plus nous défier. On a cru qu'il n'y avoit pas le moindre rapport entre l'emploi de calculer le nombre des filles de bien néceſſaires dans une grande ville, de troubler ces hommes à talens qui ſavent induſtrieuſement dépouiller des enfans de famille & l'emploi de rendre la vie au corps languiſſant d'une vaſte monarchie. On s'eſt trompé. Il ne faut pour l'un & l'autre emploi, qu'un eſprit d'ordre, de l'application, de l'activité, de la pénétration. Sartine avoit ces qualités. Des flottes nombreuſes ſortirent tout-à-coup des

ports de France. Une marine fut créée. L'Angleterre vit reparoître avec étonnement une rivale qu'elle croyoit avoir anéantie.

## LORD NORTH.

Tant il eſt vrai que le génie peut tout. Heureuſement qu'avec l'eſprit le plus fertile en reſſources, Sartine ne fait pas tout ce qu'il voudroit. S'il ne tenoit qu'à lui, je ne doute pas qu'il ne nous oppoſât bientôt deux à trois cens vaiſſeaux de ligne : mais la perte du crédit national l'arrête & lui dit impérieuſement : tu n'iras pas plus loin. Vous m'avouerez que nous l'avons furieuſement étourdi par la priſe de Pondicheri & par la terrible playe que nous avons faite au commerce François. La pitoyable apologie qu'il fit alors !

## LORD WEYMOUTH.

Mylord, nous avons tout lieu de nous attendre à de brillans ſuccès. Il ſera toujours impoſſible à la France de ſoutenir, ſans liberté nationale, une guerre maritime, dont la baſe porte néceſſairement ſur le crédit national, qui ne peut exiſter ſans liberté ( * ).

(*) On voit que nos miniſtres, dans le tems même qu'ils font tous leurs efforts pour établir le deſpotiſme, ne peuvent s'empêcher d'en reconnoître les déplorables effets.

Or, il n'y a pas d'apparence que la nation Françoiſe recouvre ſes droits. Il y a quelques années qu'un de ſes contrôleurs-Généraux me jetta dans une peur terrible. Il coupoit dans le vif. Nous étions perdus, s'il fût reſté dans le miniſtère. Ce patriote enthouſiaſte n'alloit à rien moins qu'à établir une liberté générale de religion & d'induſtrie. Combien cette opération n'auroit-elle pas attiré d'hommes induſtrieux & même de matelots en France où ils auroient gagné plus qu'ailleurs & dépenſé moins, parce que le pays produit toutes les choſes de premiere néceſſité & tant de choſes qui rendent la vie agréable ! Que d'opulens rentiers, dont les capitaux ſont dans les fonds de France, ſeroient allés demeurer dans ce pays de fées ! Combien les effets royaux n'auroient-ils pas augmenté la maſſe de la circulation ! Alors, au lieu de verſer chez l'étranger les intérêts de ſes dettes, la France les eut répandus dans le même ſein où elle les avoit puiſés; & les nations voiſines, dont les particuliers avoient preté a la France, euſſent été priſes pour dupes. Mais, heureuſement, nous payames dans le pays tant d'écrivains pour décrier ce dangereux miniſtre, tant de courtiſans pour le perdre auprès du Roi, tant d'eccléſiaſtiques pour ſoulever le peuple, que le pauvre Turgot n'a pas tenu plus longtems que tous les Miniſtres qui veulent le bien de leur patrie. Quel crédit la liberté civile &

religieuſe n'eut-elle pas donné à la France & quel malheur ç'eût été pour l'Angleterre !

S. M.

A vous dire le vrai, Louis XVI a bien fait. La condition d'un Roi d'Angleterre n'eſt guere à envier. Mais, je crains que la guerre, tirant ainſi en longueur, les reſſources ne nous manquent pour ſubvenir aux frais des opérations qu'elle exige.

LORD NORTH.

Nous ouvrirons des emprunts énormes par voie de Lotterie. Il eſt vrai que c'eſt un moyen vicieux de puiſer dans les bourſes du peuple : il eſt dangereux de ne pouvoir défendre un Etat qu'en corrompant ſes mœurs : il ne convient guere à la dignité de notre nation d'avoir recours aux mêmes expédiens qu'on employe, pour réparer un pont de Campagne (*) ou un hôpital qui tombe en ruines. Mais, ſi l'argent nous manque, nous aurons recours à nos bons amis les Hollandois, qui ne nous oublieront pas dans le beſoin.

---

(*) Il y a dans l'original *to repair a country-bridge or a decayed hoſpital.*

S. M.

Il eſt vrai que, depuis quelque temps, ils ne ceſſent de nous adreſſer des plaintes : j'eſpere cependant terminer cette affaire à l'amiable. Quand tous nos amis ſemblent s'être concertés pour nous retirer leurs ſecours, il eſt à propos de ménager ceux qui nous conſervent leurs bourſes.

# DIALOGUE III.

## S. M., LORD NORTH, LORD WEYMOUTH, ET LE DUC DE RICHMOND.

---

LORD WEYMOUTH.

Bonnes nouvelles! Sire! Bonnes nouvelles! La Georgie eſt conquiſe. Toute cette immenſe Province vient d'abjurer la tyrannie du Congrès. Plus de deux cens habitans ont prêté le ſerment *d'allegeance*. Le Lieutenant-Colonel Prevoſt vient d'entrer dans la Caroline: il a pénétré juſqu'à Charles-town: il étoit devant cette ville, quand ſes dépêches ſont parties: elle eſt ſans doute ſoumiſe à l'heure qu'il eſt. Prevoſt, en s'avançant toujours dans le cœur du pays, ne manquera pas de rencontrer la grande armée Britannique qui s'avance du côté oppoſé: les Américains, pris entre deux feux & accablés par le nombre, ne ſeront que trop heureux de racheter leurs vies & leurs biens par le ſacrifice de leurs droits, & de leurs funeſtes libertés. L'Amiral Byron nous a promis de nous don-

ner de bonnes nouvelles du comte d'Eſtaing. Il eſpere ſerrer de ſi près cette anguille, qu'elle ne lui échappera plus. On dit que ſa déconvenue à Ste Lucie l'a gueri pour toujours des réſolutions hardies & des attaques périlleuſes.

LORD GERMAINE *entre.*

Bonnes nouvelles! Sire! Bonnes nouvelles! l'Amiral Collier a ſurpris les Américains dans la Baye de Penobſcot. Il a détruit ou forcé les Rébelles à détruire quinze de leurs vaiſſeaux de guerre: il a brûlé vingt-quatre navires de tranſport. Leurs troupes, au nombre de quinze cens hommes, ont cherché leur ſalut dans les forêts: ces maudits rébelles ne manqueront pas de périr dans ces déſerts affreux. Ce n'eſt pas tout. Le Major-Général Tryon s'eſt préſenté devant les villes ou villages de New-haven, de Norwalk, de Greenfield & de Fairfield. On peut dire à ſa louange que les ordres du miniſtere n'ont jamais été exécutés avec plus de préciſion. Il a porté le dégât, l'incendie & le meurtre partout. Les prieres de ces ſcélerats étant autant de ſacrileges, on a cru ſervir le ciel en livrant aux flammes les édifices où ils invoquoient l'Etre ſuprême contre nous. Comme il ſeroit à ſouhaiter que cette race criminelle fût exterminée de la ſurface de la terre, on n'a pas manqué de maltraiter les meres qui dormoient le

ſein à leurs enfans : on auroit mis toutes leurs femmes & filles en état de nous donner un ſang plus pur, ſi preſque toutes n'avoient pas fui, échevelées & preſque nues, dans les rochers d'alentour. Les loyaux-Américains ſe ſont, ainſi que les Heſſois, diſtingués dans cette mémorable expédition : les troupes Angloiſes n'ont pas démenti leur ancienne bravoure & leur vigueur ordinaire. Le Colonel Tryon obſerve avec beaucoup de juſteſſe que, ſi cette maniere de faire la guerre n'eſt guere conciliable avec l'humanité ; elle eſt cependant efficace pour accabler des gens qui ne veulent pas ſe ſoumettre.

## LE DUC DE RICHMOND.

Juſte ciel ! quel affreux ſyſtême je vois introduit dans une cour à qui notre nation communiquoit jadis ſon caractere de grandeur d'ame & de généroſité ! Hommes féroces ! hommes impitoyables ! vous ne voulez donc dominer que par le fer & le feu ! Vous ne voulez donc regner que ſur des décombres & ſur les cadavres de vos freres & de vos concitoyens ! Depuis le commencement de ces malheureux troubles dont votre ambition a attiſé le feu, vous n'avez encore combattu que comme des bandes de brigands & comme ces hordes ſauvages que vous payez pour vous apporter les dépouilles ſanglantes des chevelures de vos concitoyens ! Ne voyez-vous pas que ce ſyſ-

tême, outre qu'il déshonore le nom Anglois, n'eſt propre qu'à produire un effet directement oppoſé à vos vues. Vous dites que les Américains ſont, pour la plus grande partie, affectionnés pour vous: ainſi ces ravages, ces incendies, ces horreurs, ne tombent preſque que ſur vos amis: eſt-il un moyen plus capable de les aliéner & de les décider ſans retour contre leur mere-patrie?

UN SECRETAIRE *entre.*

Quelles nouvelles! Sire! quelles nouvelles! Le Lieutenant-Colonel Prevoſt, au lieu de prendre Charles-town, comme il nous l'avoit promis, s'eſt fait repouſſer par le Général Lincoln, après avoir perdu plus de mille hommes dans cette expédition. Ce revers peut entraîner la perte de la Georgie. Nous l'aurons échappé belle, ſi Prevoſt ne partage pas le triſte ſort de Burgoine.

LE DUC DE RICHMOND.

Ne vous avois-je pas dit qu'il ne ſeroit pas ſi facile de réduire les Américains?

UN AUTRE SECRETAIRE *entre.*

Quelles nouvelles! Sire! quelles nouvelles! L'Amiral Hopkins a intercepté une partie de notre flotte des Indes occidentales qu'il

a conduite à Boſton : pluſieurs de nos vaiſſeaux de guerre viennent de tomber entre les mains des Rébelles : ils ont repris d'aſſaut le fort de Stoney-point & paſſé au fil de l'épée ou fait priſonniere toute la garniſon. Il eſt vrai qu'ils ont détruit ce fort autant qu'ils ont pû : ils n'ont laiſſé perſonne dedans ; auſſi l'avons-nous repris avec la plus grande facilité ; & ce qui vaut encore mieux, l'intrépide Corſaire Cunningham vient d'être conduit dans nos ports.

LORD NORTH.

Ces pertes ſont peu de choſe : j'eſpere qu'elles ſeront amplement compenſées par des nouvelles plus heureuſes ; voici Lord Bute qui nous en apporte, car il a une lettre entre les mains. En attendant, pour diſtraire l'attention du peuple & le conſoler, nous ne ferons pas mal d'envoyer à la potence cet infame Corſaire Cunningham.

LORD BUTE.

Hélas Mylord ! nous ne ſommes en effet malheureux que pour n'avoir pas aſſez fait pendre. Ce Comte d'Eſtaing, que nous avons tenu ſi longtemps priſonnier dans la derniere guerre & que nous avons ſi imprudemment renvoyé en France, au lieu de l'envoyer à *Tiburn* ; voilà l'auteur de tous nos revers. Il

me ſouvient qu'avant de quitter l'Angleterre, cet homme que nous regardions comme un inſenſé, demanda au ciel de voir le jour où nous n'aurions pas un pouce de terre en Amérique. *Dieu me damne* ou je crois que ſes vœux commencent à s'accomplir. Les François viennent de nous prendre l'iſle de St. Vincent. D'Eſtaing a volé enſuite vers la Grenade: mon pauvre neveu le Lord Macartney s'eſt défendu avec la derniere bravoure: heureuſement qu'il n'a pas été bleſſé; il a préféré de ſe rendre à diſcrétion. Il s'attendoit que l'Amiral Byron viendroit le délivrer; l'Amiral eſt effectivement venu; mais les François l'ont ſi mal reçu qu'il a jugé à propos d'aller chercher des renforts: on ne ſait pas encore s'il a ſu leur faire lâcher priſe.

S. M.

Juſte ciel! Ce malheur n'entraîneroit-il pas la perte de mes treize Colonies? Hélas! que deviendront les Auguſtes & nombreux rejettons du ſang royal, dont l'Etre Supréme a daigné bénir mon hymen avec ma chere Charlotte? A peine mes ſujets Britanniques daignent-ils leur aſſigner des revenus conformes à leur rang. Je deſtinois à chacun une de ces Provinces. Nous aurions fondé d'autres Colonies pour ceux qui viendront encore. Ils les auroient tenues pendant quelque temps à titre de vice-royauté. L'Angleterre eût été

déchargée de leur entretien. Lorſque le grand moment marqué par la Providence pour l'indépendance de l'Amérique, ſeroit arrivé, mon illuſtre poſtérité auroit regné ſur vingt à trente royaumes peuplés & floriſſans. L'Angleterre eût toujours trouvé d'utiles & fideles alliés parmi eux. Ce ſont de bien méchans Républicains que ces Colons.

Mr. STEPHENS *Secrétaire de l'Amirauté entre.*

Sire, la fortune ſemble conjurée contre nous. Paul Jones, avec une eſcadre ſous pavillon Américain, vient de brûler ſeize bâtimens dans le port de Hull; pluſieurs navires marchands ſont tombés dans ſes mains: enfin le *Seraphis* & le *Scarborough*, deux beaux vaiſſeaux de guerre qui eſcortoient la flotte du Nord, ont été attaqués par ce forcené & ſe ſont rendus après un carnage affreux. On dit qu'après s'être raſſaſié de ſang, ce déteſtable pirate s'eſt ſauvé dans les ports de Hollande.

S. M.

S'il a réellement choiſi une pareille retraite, le coquin ne m'échappera pas, quand il auroit des lettres de marque ſignées de la propre main de Louis. Je vais prier mes bons & fideles alliés, les Etats-Généraux, de l'arrêter. Ils ne me refuſeront pas ce petit ſervice.

UN AUTRE SECRETAIRE *entre.*

Sire ! On ne ſçait plus ce qu'eſt devenue la flotte que nous avions fait ſortir de Plimouth: On vient d'afficher à la bourſe une récompenſe pour celui qui la retrouveroit avec le jeune Prince qui s'eſt égaré avec elle. Auroit-elle pris les ports de France pour ceux d'Angleterre? Il eſt ſûr que l'ennemi eſt devant Plimouth. L'alarme eſt générale ſur la côte. La plupart des habitans ſe ſont ſauvés, un pied chauſſé & l'autre nud. On donnoit vingt guinées pour un carroſſe. Hommes, femmes, enfans, c'étoit à qui ſe montreroit le plus habile à la courſe. Une forêt d'arbres ſuperbes, rangés en belles allées, tirées au cordeau, a été abattue ſur le champ, parce qu'on craignoit qu'elle ne favoriſât l'invaſion de l'ennemi. Le propriétaire n'étoit pas trop content. Si c'eſt de cette façon que nous entendons la défenſive, nous ne tarderons pas à voir les ennemis dans Londres, n'en déplaiſe au ſavant Doyen de Glocester. Les François, éternels plaiſans, par conſéquent ſouvent mauvais plaiſans, & ne pouvant digérer que nous appellions *Canal Britannique* ce qu'ils appellent la *Manche*, écrivent que nous n'avons rien à craindre, parce que nous avons les François & les Eſpagnols dans notre *manche*.

S. M.

O Ciel! Veilles ſur les jours de mon fils! préſerve-le ſurtout de la fureur d'un inſolent & ſuperbe ennemi!

LORD SANDWICH *entre.*

Sire, nos ennemis triomphent. Mais....

S. M. *en l'interrompant.*

Hélas! quelles nouvelles me donnerez-vous de mon fils & de ma flotte?

LORD SANDWICH.

Sire! votre fils eſt ſain & ſauf. La flotte Britannique eſt entrée toute entiere dans le port de Plimouth, à l'exception du vaiſſeau l'Ardent. Ce que nous avions prévu, eſt arrivé. Les ennemis n'ont ôſé effectuer une deſcente. Pendant qu'ils ſe montroient avec autant d'oſtentation que d'inutilité devant nos ports, nous ſauvions les riches flottes des Indes orientale & occidentale; & lorſqu'elles ont été en ſûreté, nous ſommes rentrés honorablement, parce que l'honneur ne conſiſte pas moins à prévenir les revers qu'à ſe procurer des ſuccès. En ſauvant par ce chef-d'œuvre d'opération politique, notre commerce, nous conſervons habilement notre crédit &

nos reſſources: vous verrez la France s'épui-
ſer peu à peu en ſtériles efforts: la déſunion
éclatera entre les fiottes combinées: les ma-
adies emporteront une grande partie des
équipages qui ne ſont pas habitués à la mer.
Ou je ſuis bien trompé, ou l'occaſion ſe pré-
ſentera d'attaquer avantageuſement notre en-
nemi: alors nous le trouverons plus facilè-
ment qu'il n'a fu nous trouver.

## LE DUC DE RICHMOND.

Ainſi nos miniſtres ſont réduits à des expé-
iens précaires & aux conjectures les plus in-
ertaines; ils ſacrifieront toujours l'honneur
le la nation Britannique: ils s'approprient
droitement la gloire des ſuccès dûs à des ha-
ards heureux: ils rejettent les revers ſur le
aprice des vents. Que les tems ſont chan-
és! une fuite honteuſe expoſée comme un
hef-d'œuvre de politique! Pourquoi les Fran-
ois n'auroient-ils pu s'avancer auſſi bien que
ous vers les côtes d'Irlande? Et, s'ils avoient
naginé de bombarder ou de prendre Pli-
outh, que ſerions-nous devenus? Que de-
oient penſer nos braves Bretons, en fuyant
evant l'ennemi!

## LORD SANDWICH.

Il eſt vrai que le vieux ſang Britannique
étilloit dans leurs veines. Capitaines, pilo-

tes, officiers, ſoldats, matelots, mouſſes; tous enfin ſe ſont écriés contre cette retraite qu'ils appelloient une fuite honteuſe: pour les calmer, il a fallu leur montrer les ordres de la cour. Le brave Capitaine Roſſ n'a pu digérer cette nouvelle. La fureur dans les yeux, la rage dans le cœur, il a briſé ſon téleſcope ſur le tillac. Pour qu'il ne fût pas dit qu'il eût vu fuir une Flotte Britannique, il a pris ſa réſolution en homme de cœur. Il ne s'eſt pas, il eſt vrai, pendu ni brulé la cervelle, pour l'honneur de ſa patrie: il s'eſt retiré dans ſon Cabinet qu'il a fait hermetiquement fermer. Il a refuſé de voir la lumiere du jour: il n'a voulu voir, juſqu'à ſon débarquement, que celle de la chandelle.

## LORD SHELBURNE.

Pourquoi n'avoir pas laiſſé ces braves gens éprouver leur courage contre les François? Ils n'avoient que vingt vaiſſeaux de moins que l'ennemi. C'eſt ſelon moi, un axiome auſſi vrai que les dogmes de l'évangile, qu'une femme Angloiſe pouvant battre trois François, à plus forte raiſon un vaiſſeau Anglois en peut battre deux François d'égale force. La France eſt au moins une fois plus peuplée que ne le ſont les Iſles Britanniques. Ne l'avons-nous pas battue à Poitiers, à Creſſi, à d'Agincourt, à Bleinheim, & ſur-tout dans la derniere guerre? Vous voyez, Mylord,

que pour haïr les miniſtres, je n'en aime pas plus les François.

## LORD SANDWICH.

Mylord, vous avez raiſon. Auſſi le Général Braddock qui ſe laiſſa détruire par une armée françoiſe plus de la moitié moindre que la ſienne, fit très-bien de ſe faire tuer. Auſſi l'Amiral Matthews & l'Amiral Bing, pour s'être laiſſé battre par les François à forces égales, ont-ils reçu la punition qu'ils mérioient. Matthews fut dégradé & Bing fuſillé ſur ſon bord: peu s'en eſt fallu que Keppel n'ait, pour le même crime, éprouvé le même ſort. Soit dit, ſans offenſer perſonne, je crois que c'eſt à cette indulgence extrême que nous devons les petits revers que nous venons d'eſſuyer. Pour empêcher ces ſortes de trahiſons dans la ſuite, je penſe qu'il ſeroit plus ſûr de n'attaquer les François que lorſque nous ſerons au moins trois contre un. C'eſt le parti que prit Chatham. Auſſi pendant que Louis le bien-aimé buvoit ſa bouteille, careſſoit Madame de Pompadour, & déplaçoit ſes meilleurs officiers, nous ne manquames pas de battre les François par-tout: nous leur primes le Canada, le Cap-Breton, la Martinique, la Dominique, la Grenade, & pluſieurs autres poſſeſſions conſidérables, & nous les chaſſames de l'Afrique & des Indes orientales.

## LORD SHELBURNE.

Je penſe que nous euſſions pouſſé nos conquêtes juſqu'à Paris, lors ſurtout de cette éclatante expédition où nous fimes l'importante & glorieuſe conquête de l'iſle d'Aix. Nos braves Soldats, n'ayant trouvé que trois ou quatre invalides pour s'oppoſer à leur invaſion, exercerent leur noble valeur ſur les chapelles qu'ils détruiſirent, ſur les ſtatues des ſaints qu'ils traînerent dans les rues, ſur les croix qu'ils briſerent & ſur les vaſes ſacrés qu'ils mirent ſans façon dans leurs poches. Il faut avouer que ces petits Bretons nous firent auſſi un tres-mauvais accueil. Il leur reſte ſans doute un peu du ſang ardent de nos grands Bretons.

S. M.

Tous ces petits débats n'aboutiſſent à rien. Nous ne devrions penſer qu'aux moyens de lever de nouveaux ſubſides, & s'ils ne peuvent ſuffire à nos beſoins, qu'à ſonder les Puiſſances étrangeres qui peuvent nous ſecourir. Nous avons encore dans le continent, des alliés qui ſont puiſſants; il ne reſte plus qu'à ſavoir s'ils ſont également de bonne volonté. Il vient d'arriver un nouveau Miniſtre Plénipotentiaire de Pétersbourg. J'ai entamé avec cette Cour une ſecrette négociation dont le réſultat jettera tous mes ennemis dans l'étonnement.

DIALOGUE

# DIALOGUE IV.

## S. M., Mr. DE SIMOLIN, LORD NORTH.

---

S. M.

Nous avons, Mr., toujours été votre Auguſte Impératrice & moi, unis du lien le plus étroit. Les ſecours que je lui ai fais paſſer ſourdement dans ſa derniere guerre avec les Turcs, & les ſecours que ces perfides François ont envoyés à ces maudits infideles: voilà des preuves convaincantes que ſes intérêts s'accordent avec les miens. Tous mes ſujets voient d'ailleurs par l'exacte régularité avec laquelle je pratique tous les devoirs de ma religion, que le zéle le plus étendu de la foi chrétienne embraſe mon cœur. Ce zéle n'eſt pas un des moindres motifs qui m'attachent à Votre Auguſte Maîtreſſe. S'il n'eût tenu qu'à moi, elle pourroit actuellement faire dire la grand' meſſe ſuivant le rit grec dans la mosquée de ſainte Sophie à Conſtantinople. Ainſi, je ne doute point que, dans la conjoncture critique où je me trouve, je n'aye tout à eſ-

pérer de ſa reconnoiſſance & de ſon amit[illegible] pour moi.

## Mr. DE SIMOLIN.

Sire, je crois que les motifs qui déterminent la bonne volonté de V. M. en faveur de mon Auguſte Maîtreſſe, ſont très-nobles & très chrétiens. On ſait que l'illuſtre Catherine eſt trop acceſſible aux notions les plus exactes de l'équité & aux ſentimens les plus tendres du cœur, pour être inſenſible à votre affection pour elle. Elle n'auroit, cependant, pas été fâchée que, dans la derniere guerre qu'elle eût à ſoutenir, V. M. l'eût aſſiſtée de ſecours plus efficaces. Elle ne ſeroit pas fâchée qu'actuellement, pour mieux lui prouver le zele que vous étalez pour la foi chrétienne, vous vouluſſiez renoncer à votre alliance avec l'Empereur de Maroc, avec les Régences d'Alger, de Tunis, & de Tripoli, peuples de Pirates & de Brigands, ennemis du Genre humain, & partiſans non moins opiniâtres que les Turcs, de la loi de l'impoſteur Mahomet.

## S. M.

Je ne ſais pourquoi, Mon cher Mr. de Simolin, mais la nation Britannique s'eſt toujours ſentie un penchant décidé pour les intérêts de ces petits peuples Africains que les

Européens ſe plaiſent à décorer du titre de Barbares. Mes ennemis affectent même de dire que c'eſt la ſympathie de mœurs qui nous lie avec eux. Je ne vois guere jour à renoncer à une alliance qui eſt ſi fort du goût de la nation.

MR. DE SIMOLIN.

Sire, il y a des tempéramens à prendre. Quelle reconnoiſſance auriez-vous pour une puiſſance qui vous enverroit actuellement quarante vaiſſeaux de guerre & cinquante mille hommes ?

S. M.

Ah ! Mon cher Mr. de Simolin, ſi l'Auguſte Autocratrice de toutes les Ruſſies nous rendoit cet important ſervice, nous ferions, pour convertir, je voulois dire pour ſauver ſon ame, réciter des prieres dans toutes les Egliſes de la religion dominante. Si elle venoit à mourir, nous lui érigerions un buſte ſuperbe dans l'égliſe de Weſtminſter; & comme elle aime beaucoup la compagnie des grands hommes, nous la mettrions entre Pope & Newton, à moins qu'elle n'aimât mieux ſe trouver auprès des cendres d'Odfield ou de Henri VIII.

## Mr. DE SIMOLIN.

Comme ma Maîtreſſe m'a toujours paru plus occupée des intérêts de la vie préſente qu'ambitieuſe des honneurs dont la vanité prétend repaître les morts, je doute qu'elle trouvât dans vos propoſitions un dédommagement ſatisfaiſant pour ſes quarante vaiſſeaux & ſes cinquante mille hommes. Il y a d'autres moyens de s'arranger. Par exemple, elle ſoupire depuis longtems, pour avoir un port dans la méditerranée. Ah! Une pareille acquiſition lui ſeroit ſi commode pour le commerce qu'elle projette de faire par le détroit de Gibraltar & par le Bosphore dont le paſſage lui eſt libre! Je ſuppoſe que vous lui cédaſſiez l'Iſle de Minorque. Vous trouveriez une indemniſation équivalente dans l'Iſle de Corſe qu'elle vous aideroit même à enlever aux François. Et, comme nos navigateurs ont découvert dans l'Archipel Ruſſe, un paſſage qui communique à l'Amérique ſeptentrionale, ne pourriez-vous pas nous céder encore le Canada ou d'autres poſſeſſions adjacentes? Conſiderez, Sire, que, pour votre intérêt, notre Autocratrice renonceroit aux grands avantages qu'elle attend d'un commerce direct avec vos colonies qu'avec ſon ſecours vous ne manquerez pas de reconquérir. Un pareil ſervice mérite bien une reconnoiſſance.

S. M.

Je ne m'attendois pas, Monſieur, à des propoſitions auſſi étonnantes. Je ne puis y répondre qu'après en avoir conféré avec mes Miniſtres.

*Mr. de Simolin ſe retire.*

LORD NORTH.

Je vous avouerai, Sire, qu'en effet ces propoſitions ſont bien extraordinaires. Si je ne craignois quelque émeute d'une nation ſi prompte à s'allarmer pour des riens, je ne ſais ce que je conſeillerois à V. M. La néceſſité des circonſtances couvre bien des choſes. Jacques I. & Charles II. n'ont-ils pas vendu, l'un les places qu'il poſſédoit en Hollande; & l'autre, la ville de Dunkerque, pour ſubvenir à des beſoins bien moins urgens?

S. M.

Nous diſcuterons cette affaire une autre fois. Auparavant, je voudrois ſavoir ſi nous n'avons rien à attendre de nos autres amis & alliés. Que penſez-vous de notre bon ami le Roi de Pruſſe?

LORD NORTH.

J'ai peine à compter ſur ce Monarque.

Nous n'avons que trop éprouvé qu'il n'eſt d'intelligence avec ſes amis, que lorſqu'il y a quelque choſe à gagner. Je ſais qu'il brûle de ſe former une puiſſance maritime. Je viens de parler à ſon Ambaſſadeur.

S. M.

Eh ! quelles ſont ſes propoſitions?

LORD NORTH.

Je penſe que ſi nous lui cédions Gibraltar & ſi nous convenions à ce qu'il partageât la Hollande avec l'Empereur, il ſe feroit fort d'introduire trente mille Pruſſiens dans Boſton.

S. M.

O Ciel!

LORD NORTH.

La choſe n'eſt pas ſi étonnante. Louis XIV. & Charles II. n'avoient-ils pas déjà fait ce partage? Et ſe ſouviendroit-on que la Hollande eût exiſté, ſi l'amour des plaiſirs n'eût mal-à-propos entraîné le Monarque François à Paris? Je craindrois ſeulement qu'il ne fût difficile de rappeller les trente mille Pruſſiens une fois débarqués en Amérique. Nous avons vu par

l'exemple de la Sileſie & de la Pologne, qu'il n'eſt pas aiſé de faire ſortir ces gens là des endroits où ils ſont entrés. Il ſeroit à craindre qu'étant maîtres de la Hollande, il ne leur prît envie de s'établir ſolidement dans le nouveau monde & même dans les Indes orientales.

S. M.

Vos paroles, Mylord, ſont pour moi des traits de lumiere. Mais que dites-vous du zele que ce Monarque commence à faire éclater pour la religion? Il recommande actuellement à tous ſes miniſtres de faire de bons chrétiens de ſes ſujets.

LORD NORTH.

Je m'imaginerois que ce vieux Renard n'agit pas ſans motifs. Son intention ne ſeroit-elle pas de prévenir en ſa faveur les puritains fanatiques de Boſton, à qui ſa tolérance un peu trop large a inſpiré des préjugés contre lui? Je n'aime point cette monarchie, & je m'en défie. Elle cherche à acquérir la ſolidité qui lui manque. Elle ne ſe ſoutient que par le génie du Monarque & par un gouvernement que je nomme militaire, pour couvrir d'un voile l'image du plus rigoureux deſpotiſme qui fût jamais: gouvernement funeſte aux ſujets, alarmant pour l'Europe & inutile à ſes alliés,

à moins qu'ils ne ſe ſacrifient pour le Monarque.

S. M.

A qui devons-nous donc avoir recours?

LORD NORTH.

Nous n'avons rien à eſpérer de la Suede. Elle eſt trop aveuglément dévouée à la maiſon de Bourbon. Le Roi de Danemarck pourroit nous aſſiſter. Je crains ſeulement qu'ayant quelques établiſſemens en Amérique, il n'appréhendât de les voir tomber entre les mains des François ou des Rébelles, en ſe déclarant pour nous. D'ailleurs, ce Monarque croiroit peut-être trahir les intérêts de ſes ſujets, s'il irritoit des puiſſances qui donnent tant d'activité au commerce des munitions navales qui ſont un vrai Pérou pour ce pauvre pays-là.

S. M.

Ah! ne me parlez plus de cette cour. Mon cœur ſe ſerre, les larmes coulent de mes yeux; quand je ſonge à ma pauvre ſœur, à cette fleur ſi tendre, hélas ſi cruellement moiſſonnée avant le temps! Que j'en veux à ceux qui firent rompre la négociation qui devoit l'unir au Prince d'Orange!

## LORD NORTH.

Peut-être, ſi cet hymen eût réuſſi, aurions-nous plus à eſpérer des pays qu'il gouverne ſous le nom de Stathouder. Je ne vois que trop, Sire, qu'il nous faut renoncer aux ſecours des autres puiſſances. Aux étranges propoſitions qu'elles nous font tous les jours, je ne ſerois pas étonné qu'une d'elles vînt nous demander la ville ou la banque de Londres pour caution ou pour dédommagement. Les petits Princes du corps Germanique ſont encore juſqu'à préſent nos plus utiles alliés. Voilà de vrais Amis, Sire; ils ne ſe contentent pas de nous ſacrifier leur honneur : ils dépeuplent leurs petits Etats; ils nous envoyent la fleur de leurs ſujets : nous en ſommes quittes pour leur donner dequoi entretenir des filles & des *caſtratos*. Voilà de vrais amis, Sire! Je voudrois bien pouvoir compter avec la même certitude ſur les eſpérances que nous donnent les Hollandois.

S. M.

Je penſe que c'eſt ſur eux que nous devons faire le plus grand fonds. Le prince de Hollande, je veux dire le Prince d'Orange, aime l'Angleterre par inclination & par intérêt. Quand il a pris une fois ſon parti, il tient ferme : il commande à ſes maîtres; ainſi étant ſûrs de lui, nous avons tout. Aurions-nous

beſoin de ménager les Etats Généraux ou la nation ?

LORD WEYMOUTH.

En accordant que le Prince eſt auſſi puiſſant dans ce pays-là que le grand Seigneur l'eſt à Conſtantinople ; toujours doit-on appréhender qu'une nation qui nous craint plus qu'elle ne nous aime, ne ſe ſouleve, ſi nous ceſſons un inſtant de lui paroître rédoutables. En un mot je doute, ſi nous n'aurions pas mieux fait de nous appliquer à gagner les Etats du pays plutôt que le prince.

S. M.

Avez-vous oublié, Mylord, ce qui eſt arrivé à je ne ſais quel petit Gentil-homme de ce pays-là, pour s'être oppoſé à ce qu'on m'envoyât les troupes Ecoſſoiſes qui ſont au ſervice des Etats ?

LORD NORTH.

J'ai donné quelque attention à cette affaire, pour tirer des conſéquences ſûres du caractere de la nation. Ce même Gentil-homme, d'un génie remuant, audacieux, amateur des nouveautés, comme le ſont tous les factieux, entreprit de faire affranchir quelques payſans des ſervitudes que les ſeigneurs exigeoient

d'eux. Voilà comme, dans les anciennes Républiques, & de nos jours dans nos colonies, d'ambitieux Démagogues ont commencé par capter la faveur du peuple pour opérer une révolution. Il eſt vrai que le Prince n'a pas été la dupe de ce prétendu patriotiſme. Nous avons ſû lui repréſenter les conſéquences d'une pareille conduite, ou plûtôt nous avons ſû former une cabale ſi puiſſante contre ledit Gentil-homme, qu'il a été exclus des aſſemblées d'Etat. On ne pouvoit mieux nous ſervir : on a coupé le mal par la racine. Autrefois, dans les dietes de la Pologne, on ſabroit un oppoſant trop opiniâtre pour obtenir l'unanimité des ſuffrages. Dans la République des Pays-Bas où cette abſurde unanimité eſt également requiſe pour la déciſion des affaires importantes, on employe des moyens plus doux, mais qui ne ſont pas moins ſûrs. Je commençois à me flatter que l'excluſion dudit Gentilhomme produiroit un effet ſalutaire; je commençois même à juger par cette violente infraction des droits les plus ſacrés, qui auroit ici occaſionné un ſoulevement général & placé le nom de cet Hollandois à côté de celui des SYDNEY & des HAMPDEN, que la République n'exiſtoit plus, & que le Stathouder y gouvernoit deſpotiquement. Je crains de m'être trompé. Je viens d'apprendre que le dit Gentil-homme eſt regardé comme un autre Brutus, un nouveau Barnevelt, un martyr de la patrie : on m'aſſure que le Prince, facile à

ſe laiſſer prévenir, commence à ſoupçonner qu'on l'a trompé. J'apprends que le parti François ou anti-Stathouderien fait les plus effrayans progrès dans ce pays, que le public y eſt inondé d'écrits ſéditieux où le Prince eſt auſſi maltraité que S. M. pourroit l'être dans les papiers Anglois. C'eſt une dangereuſe choſe que la liberté de la Preſſe. Cette fermentation chez un peuple, naturellement tranquille, endurant & doux, me fait craindre quelque funeſte exploſion.

S. M.

J'ai dans ce pays-là, mon fidel miniſtre & Chevalier YORKE, négociateur rompu dans le métier & habile Courtiſan, car il y a une cour dans cette République. Il y a plus de vingt ans qu'il y réſide. Nous ne faiſons pas comme la cour de France, qui ne laiſſe pas à ſes miniſtres le tems de connoître leur emploi. Je puis me flatter d'être bien ſervi. Le Chevalier connoît le fort & le foible du pays. A l'aide de quelques milliers de guinées diſtribuées à propos à des Ecrivains & à des Magiſtrats mercenaires, notre parti, d'ailleurs protégé hautement par le prince, prévaudra toujours en Hollande ſur le parti Gallican.

LORD NORTH.

Pour vous dire ce que je penſe, cette na-

tion tient moins à nous par l'intérêt national que par l'intérêt de quelques particuliers. Si les Hollandois avoient réalisé les fonds qu'ils ont en Angleterre, peut-être auroient-ils déja éclaté contre nous. C'a été une bonne politique de lier ainsi cette nation avide de gain : nous l'avons adroitement réduite à l'état d'un créancier qui ménage son débiteur dans la crainte qu'il ne lui fasse banqueroute : entre nous, je ne sache pas, qu'elle nous soit actuellement attachée par aucun autre lien.

S. M.

Il est fâcheux que le Stathouder ne soit pas souverain absolu. Il est borné par les formes ; & ces formes sont quelque chose. Je sais bien que l'envie ne manque pas à mon cher Cousin de voir son nom inscrit dans l'auguste catalogue des souverains : nous ne contribuons pas peu à l'animer à cette entreprise ; nous ne cessons de lui mettre devant les yeux la facilité avec laquelle le premier Magistrat de la Suède sut opérer une révolution semblable, il y a quelques années. Je commence à craindre qu'il manque d'audace & de dextérité. S'il venoit à réussir, comme nous pouvons tout sur ce prince, nous pourrions nous flatter de gouverner absolument ce petit Etat, d'en monter les ressorts à notre volonté & d'en diriger les mouvemens suivant nos intérêts.

## LORD NORTH.

Je doute, Sire, que cette révolution, depuis ſi longtems l'objet de nos vœux & de notre politique, renferme autant de facilités & d'avantages que l'on eſt porté communément à le penſer. Je craindrois plutôt qu'avec un titre brillant, le Stathouder ne vît les bornes de ſon pouvoir reſtreintes, que ce titre ne rendit toutes ſes démarches ſuſpectes, ſa perſonne odieuſe, & qu'au moindre mécontentement, ſes ſujets indociles ne formaſſent, à l'exemple de leurs ancêtres, de funeſtes conjurations contre leur nouveau ſouverain. Sire, je ne parle que d'après les Annales de ce peuple, & d'après les informations que j'ai faites ſur ſes diſpoſitions actuelles.

## S. M.

Vos paroles, Mylord, ſont de nouveaux traits de lumiere : je crois qu'en effet le Batave reſſemble un peu à nos Bretons qui courboient ſervilement la tête ſous le joug d'un *Protecteur* & ont toujours porté impatiemment celui d'un *Roi*. Vraiment, la condition d'un Monarque Britannique eſt bien dure. Je ſuis donc obligé de convenir que le Prince d'Orange ſera plus heureux & même plus puiſſant avec le titre modeſte de Stathouder (*)

(*) Ce titre ſignifie Lieutenant ou Gouverneur.

qu'il ne le ſeroit avec le titre orgueilleux de Roi.

## LORD NORTH.

A moins qu'il ne trouvât moyen d'établir un gouvernement purement militaire & modelé ſur celui de ſon oncle. Puiſque le dez eſt jetté, il ne nous reſte plus qu'à nous aſſurer de plus en plus de ſes diſpoſitions & à l'enchaîner plus étroitement à nos intérêts. S'il trouvoit alors quelque oppoſition dans la République, on pourroit lui inſinuer de réduire les mécontens au ſilence avec le ſecours de ſes troupes, aſſiſtées des meillieurs ſoldats de Pruſſe & de Hanovre, qu'on feroit paſſer en Hollande, ſous prétexte de les embarquer pour l'Angleterre.

## S. M.

On dit qu'en effet cette nation devient tous les jours plus ulcérée contre nous. Peut-être devrions-nous renoncer au ſyſtême que nous avons adopté d'exciter, ſous mains, nos capitaines de vaiſſeaux à moleſter ſon commerce,

---

On ſeroit étonné que les Etats, qui ſe diſent ſouverains, aient beſoin d'entretenir un Gouverneur, dans un pays où ils ſont préſens; ſi l'on ne ſavoit que les noms ne ſignifient pas toujours ce qu'ils ſemblent ſignifier.

pendant que nous les déſavouons en public. Ne pourroit-on pas ſe contenter de piller leurs bâtimens, ſans tourmenter les équipages & leur diſloquer les membres ?

LORD NORTH.

L'avis de V. M. ſeroit excellent, ſi nous avions affaire à des gens moins intéreſſés : mais cette nation eſt d'une avidité pour le gain, qu'il faut chercher à éteindre par les moyens les plus violens.

S. M.

Ne ſavez-vous pas que la France eſt attentive à fomenter le mécontentement des Hollandois & ne ceſſe de les exciter à éclater ?

LORD NORTH.

Ils ont trop de motifs qui les empêchent de ſe déclarer contre nous. Leur intérêt, voilà leur honneur : ils ſont accoutumés à ſouffrir ces violences, comme nous à entendre leurs plaintes : les diſpoſitions actuelles des Etats, ne ſont pas telles que je le déſirerois : cependant je ne déſeſpère pas de les engager encore à nous fournir les ſubſides ſtipulés par les traités.

S. M.

Leur Ambaſſadeur doit venir : nous en conférerons plus amplement avec lui.

DIALOGUE

# DIALOGUE V.

## L'AMB. DES E. G., LORD NORTH.

LORD NORTH

VOus ſavez, Mr. le Repréſentant de nos bons & fidèles alliés, que, depuis quelques années, nous n'avons pas à nous louer de la conduite de vos maîtres : vous ſçavez que c'eſt de vos marchands que nos Colonies ont tiré la partie la plus conſidérable des munitions qui les ont miſes en état de nous réſiſter : ces griefs ſont violens : cependant l'amour de S. M. pour votre Etat, eſt toujours le même : Elle . . . . .

L'AMB.

Elle ſait qu'un Etat ne ſauroit être reſponſable de toutes les ſourdes menacées des particuliers, que l'avidité du gain ſait ſe jouer des prohibitions les plus rigoureuſes, & ſe gliſſer dans les ports les mieux fermés : c'eſt le génie de notre nation : le ſouverain même eſt obligé d'y fermer les yeux : plut-à-Dieu que

les autres peuples ne s'introduisissent jamais chez l'étranger, que pour leur fournir des commodités dont une loi politique défend l'importation ! La République pense au contraire avoir de violens reproches à vous faire : les saisies fréquentes que vous faites de nos bâtimens, les violences commises sur les équipages, voilà des griefs qu'aucune raison d'Etat ne sauroit disculper. Cependant, vous devez être assurés que mes Maîtres ne desirent rien tant que de vivre en bonne intelligence avec vous.

LORD NORTH.

Il ne suffit pas de vivre en bonne intelligence. Ne sentez-vous pas qu'il est actuellement, plus que jamais, de votre intérêt de faire cause commune avec nous, de s'élever contre la France qui, par sa conduite partiale & des distinctions odieuses, montre clairement combien elle vous méprise & combien votre sort seroit dur, si cette puissance ambitieuse & perfide, ardente à tout diviser pour tout envahir, venoit à obtenir la prépondérance sur les mers.

L'AMB.

Je ne vous cacherai pas, Mylord, que la conduite de la France à notre égard ne paroît pas à tous les citoyens de la République d'une

conſéquence également funeſte : nous ſommes cependant bien éloignés de l'approuver : mais comme nous ne pouvons agir ſans l'unanimité, je n'ai rien à vous dire, ſinon que vous avez tout à eſpérer des ſentimens que la conduite de la France a inſpirés aux bons patriotes. Je ne doute pas que la réponſe de mes Maîtres à la demande des vaiſſeaux pris par Paul Jones, & des ſecours ſtipulés par l'alliance des deux nations, ne ſoit conforme à vos vœux. En attendant, je vous conſeillerois de donner des ordres pour que notre navigation fût plus reſpectée ; car je ne vous cacherai pas que les violences antérieures peuvent avoir ralenti le zele de nos citoyens. Il faut un peu ménager cette turbulente ville d'Amſterdam qui veut prendre le ton ſur toutes les autres, ſous le prétexte imaginaire de défendre la liberté belgique. Il vient même d'arriver ici un Marchand de cette ville orgueilleuſe ; il ſe plaint que je ne ſoutiens pas les intérêts du commerce avec aſſez de chaleur : il oſe ſe permettre des menaces contre l'Angleterre : votre Seigneurie ne fera pas mal d'écouter cet original, pour juger des diſpoſitions de la nation & la tranquilliſer en lui donnant au moins de bonnes paroles.

# DIALOGUE VI.

## L'AMB., LORD NORTH, LE MARCHAND D'A....

### LE MARCHAND.

JE preſſens, Mr. le Miniſtre de S. M. B. que vous ne gagnerez pas à tourmenter nos pauvres marchands, & que l'Angleterre, dans ſa détreſſe actuelle, ſeroit mieux de chercher de nouveaux amis que de s'aliéner ſes anciens alliés. On arrête nos vaiſſeaux, on pille nos marchandiſes, on eſtropie, on maſſacre nos matelots. Vous m'avouerez que ce procédé n'eſt ni poli ni politique.

### LORD NORTH.

Je ne doute pas, mon cher ami, que vous n'entendiez parfaitement le calcul en fait de ſpéculations de commerce : mais la politique eſt une ſphere différente ; & vous ne pouvez mieux faire que de vous en tenir aveuglément à la déciſion des Etats vos maîtres : ils ſavent que, ſi l'on écoutoit vos marchands, leurs

réſolutions emportées n'iroient à rien moins qu'à élever à un point redoutable la puiſſance Françoiſe, cette éternelle ennemie du repos de l'univers, de la religion & de la liberté des peuples. Vous n'êtes guidés que par l'intérêt préſent & particulier, mais vous ne pénétrez pas dans l'avenir : & le grand intérêt de l'Etat échappe à vos vues circonſcrites dans le cercle étroit des comptoirs & des magazins.

## LE MARCHAND.

N'en déplaiſe à votre ſeigneurie, je ne vois pas le danger que court notre religion dans la circonſtance préſente; je ne vois pas quel rapport il peut y revoir entre la ſaiſie de nos vaiſſeaux & le Synode de Dordrecht, entre des mâtures & la ſatisfaction de Chriſt. Mais les regards ſublimes & perçans des grands ſeigneurs & des Miniſtres des Rois, voyent tant de choſes qui échapent à des vues foibles & bornées telles que les nôtres! Vous me permettrez ſeulement, de vous demander comment il s'eſt fait que cette voix du peuple qui ne ceſſoit de vous dire „ vous perdrez „ l'Amérique en voulant la ramener à coups „ de canon ; la France ſe déclarera contre „ vous : l'Eſpagne l'imitera ; " vous me permettrez, dis-je, de vous demander, comment il s'eſt fait que, malgré vos belles ſpéculations politiques, le peuple a deviné plus

juſte que vous. Nous ne ſavons juger des choſes que par les effets : les François ſoutiennent actuellement la liberté de vos Colonies que vous voudriez détruire : quel intérêt les engageroit à menacer la nôtre ? Vous, au contraire, ne ceſſez de déſoler notre commerce : & je prévois que, ſi vous ne changez de ſyſtême à notre égard, vous pourriez nous forcer à repouſſer la force par la force, ſuivant la grande loi de la nature, qui vaut bien votre droit politique, auquel je vous avouë que je n'entends rien. Telle eſt la raiſon qui m'a fait paſſer la mer. Je ne ſuis pas ſeulement venu, pour vous demander la reſtitution des navires que vos corſaires m'ont enlevés ; je ſuis encore venu pour vous avertir, que vous avez tout à craindre de la diſpoſition où ſont les eſprits en Hollande.

LORD NORTH.

Il paroît que, s'il ne tenoit qu'à vous, vos concitoyens ne tarderoient pas à épouſer le parti de la France.

LE MARCHAND.

Votre obſervation eſt captieuſe, tout ce que je ſais, c'eſt que les François auroient pu nous mener loin, s'ils avoient ſû nous ménager : j'ai vu le moment où l'on ne formoit en Hollande preſque qu'un ſeul & même cri contre

les Anglois. Cette conſpiration unanime n'eût pas manqué d'influer dans les aſſemblées d'Etat. La cour de France, pour achever de nous déterminer, n'avoit qu'à combler la meſure des bons procédés à notre égard. Quels avantages ne pouvoit-elle pas ſe promettre de notre République, intéreſſée fortement à l'indépendance de l'Amérique & outrée contre les Anglois, ſi, après avoir relevé ſa marine & attiré l'Eſpagne, elle ſe fût attachée à gagner notre Stathouder au lieu de l'irriter, & nous eût propoſé de nouveaux avantages de commerce, avec le renouvellement de nos anciennes alliances! Il ne tenoit qu'à elle de changer le ſyſtème de l'Europe. La guerre ſeroit finie, l'Angleterre réduite aux bornes que la nature lui a aſſignées, & l'Amérique reconnue libre. Mais, la France n'a connu ni ſes intérêts ni le caractère de notre nation. Elle paroît nous avoir mépriſés comme une puiſſance ſubalterne; elle a haſardé des menaces, que ſes ennemis n'ont pas manqué de relever: elle s'eſt permis des actes de partialité qui ont jetté la défiance dans les eſprits.

L'AMB.

Vous avez, mon cher Compatriote, fort bien jugé ce point de politique. Jamais la France ne rompra le faiſceau de fleches qui nous tient réunis. Quand même ſes vues ne ſeroient pas louches, ſa politique ne laiſſera

pas de nous être ſuſpecte. Les ſoupçons qu'elle vient de faire naître, contre-balanceront toujours le reſſentiment de ceux qui croient avoir à ſe plaindre de l'Angleterre.

LORD NORTH.

Je ſuis charmé de vous voir dans de pareils ſentimens. J'en conçois de favorables augures pour la Grande-Bretagne. Tout cela doit vous perſuader que votre intérêt eſt eſſentiellement lié au bien-être de notre nation. En vain les François vous feroient appréhender une invaſion par terre. L'Angleterre les arrêtera toujours, en mettant entre vous & eux une égide que leurs armes & leurs efforts ne pourront jamais entamer.

L'AMB.

Vous avez raiſon, Mylord ; mais nous avons encore d'autres défenſes contre les François. L'Empereur ne leur permettroit pas aiſément de s'étendre autour de ſes poſſeſſions. Il regarde déja d'un œil jaloux leur accroiſſement en Amérique. Et s'il étoit jamais d'intelligence avec eux, n'aurions-nous pas infailliblement pour nous le grand Frédéric ? La France, alors obligée de partager ſes forces, nous ſeroit peu redoutable ſur terre. Mais, ſur mer, quel poids ne mettrions-nous pas dans la balance où nous nous trouverions ?

## LE MARCHAND.

Je vois avec plaiſir que notre exiſtence ne dépend pas abſolument de la protection des Anglois. Je ne vous cacherai pas, Mylord, que votre nation n'eſt guère aimée en Hollande. Il y a bien des patriotes qui brûlent qu'on ſaiſiſſe l'occaſion de vanger les outrages qu'elles nous ceſſent de nous faire eſſuyer. Par exemple, eſt-il rien de plus odieux que l'affreux point d'honneur de vos matelots, qui font périr toutes les années un nombre conſidérable de nos vaiſſeaux par le cruel refus de s'écarter tant ſoit peu, quand leurs bâtimens maſſifs rencontrent, dans des paſſages étroits, les frêles carcaſſes de nos légers navires ? Ces vains honneurs qu'ils nous forcent de rendre à leur pavillon, ne ſont-ils pas les cauſes funeſtes de toutes leurs violences & de tous leurs outrages à notre égard ? Ne ſommes-nous pas une puiſſance indépendante auſſi-bien qu'eux ?

## LORD NORTH.

Il ne s'agit pas, mon cher ami, de diſcuter, ſi votre République eſt une puiſſance indépendante ou non. Elle l'eſt ; perſonne ne le nie ; mais elle eſt une puiſſance ſecondaire : vous êtes des enfans encore petits & foibles : vous devez le reſpect à ceux qui ſont plus grands, plus forts & plus âgés. Vous êtes vif,

Mr. le ſpéculateur en bois, en bled & en fromages. Mes affaires m'appellent ailleurs; je vous laiſſe avec Mr. l'Ambaſſadeur qui vous expliquera plus au long la juſtice & la modération de notre conduite.

*Lord North ſort.*

L'AMB.

Je ſuis charmé que vous ayez pris avec chaleur les intérêts de votre patrie. Mon emploi me fait un devoir de dérober aux Anglois bien des vérités dures qu'ils méritent: il eſt à propos de les ménager, parce que nous ne ſommes pas encore en état de les braver. Ils veulent bien nous payer les marchandiſes qu'ils nous enlèvent: nous devons être contens; mais il faut toujours faire paroître qu'on nous fait tort, & grand tort. S'ils pouvoient remettre les membres à ceux qu'ils eſtropient ou rendre la vie à ceux qu'ils tuent, cela vaudroit encore mieux: mais patience, ſi nous voulions nous défendre, il y auroit bien plus de tués & d'eſtropiés. Les Anglois finiront toujours par être la dupe de leur violente politique. En nous payant tout ce qu'ils nous enlèvent, il arrive que nous les approviſionnons auſſi-bien que les François. Ils détruiſent ainſi leur acte de navigation. Je vous engage à continuer toujours de faire des requêtes contr'eux.

## LE MARCHAND.

Quelle ſublime ſcience que la politique ! le voile qui couvroit mes yeux commence à tomber : daignez m'initier plus avant dans les auguſtes myſtères des cours.

## L'AMB.

Les Anglois croyent que nous ne ſommes que des manequins qu'ils font tourner à leur gré : & c'eſt nous qui les jouons : ils ſe ſont imaginés que nous épouſerions leur parti : nous leur avons fait entendre que nous n'attendions que le moment que notre marine ſeroit montée ſur un pied reſpectable , & que nos troupes de terre ſeroient augmentées pour défendre les frontieres contre les François. Vous ſavez que les Etats ont effectivement délibéré ſur ces deux objets : les réſolutions ont trainé en longueur , comme on le prévoyoit bien : nous leur promettons une iſſue conforme à leurs vœux. Pour mieux les aveugler , les Etats-Généraux parurent vouloir accéder à la demande qu'ils leur faiſoient de renoncer à la liberté du tranſport des munitions navales ; mais les choſes étoient arrangées de maniere que la ville d'Amſterdam empêcha tout-à-coup les ſuites de cette délibération. Par cette adroite politique, il arrive que les Anglois nous doivent de la reconnoiſſance pour ce que nous paroiſſions vou-

loir faire en leur faveur, & que nos droits à la liberté du commerce étant conſervés dans toute leur force, nous pourrons bientôt leur objecter la ſaiſie de nos vaiſſeaux comme une infraction qui nous dégage de l'obligation de fournir les ſecours ſtipulés par les traités. Ils nous demandent actuellement ces ſecours; ils veulent avoir deux vaiſſeaux qu'un pirate Américain vient d'emmener dans le Texel: nous leur aurions déjà répondu, ſi les François avoient ſu détruire leur flotte & bombarder Plimouth.

LE MARCHAND.

Tout ce que vous dites eſt nouveau pour moi.

L'AMB.

La politique actuelle de l'Etat eſt d'éluder en temporiſant, d'éviter ſoigneuſement de prendre part aux guerres étrangères, pour en tirer tout le parti poſſible. Le rôle que je joue ici, eſt des plus difficiles: je dois entretenir cette cour dans l'eſpoir d'obtenir ce qu'elle demande, afin qu'elle ne nous force pas de quitter l'avantageuſe neutralité que nous avons choiſie, & prolonger le tems où nous profitons des ſottiſes de nos voiſins.

LE MARCHAND.

Mais n'eſt-il pas à craindre qu'une cour auſſi politique ne pénétre nos vues, & n'agiſſe en conſéquence ?

L'AMB.

Nous avons une excuſe plauſible dans l'organiſation de notre gouvernement : Nous avons un Stathouder intéreſſé à favoriſer l'Angleterre : Nous avons des Etats-Généraux où l a la plus grande influence : cette tête & ce corps ſont en général pour les Anglois : mais notre République eſt compoſée de pluſieurs autres corps : les Etats particuliers & les villes ont des intérêts différens ; ils ont voix négative dans les délibérations ; voilà le grand point qui conſerve notre liberté au dedans & notre repos au dehors. Nous ne pouvons prendre de parti que tous n'y conſentent : ainſi nous ne pouvons nous engager dans aucune entrepriſe, à moins que l'avantage ne ſoit évident. C'eſt un chef d'œuvre de politique que cette unanimité ; elle nous empêche, il eſt vrai, de jouer un rôle dans les affaires de l'Europe : mais que ce rôle nous coûteroit cher ! Ne vaut-il pas mieux préférer le bonheur à l'éclat ? Les étrangers trouvent notre conſtitution abſurde : elle l'eſt en effet pour eux qui ne peuvent nous gouverner à leur gré. Je ſuis, moi-même, obligé

de parler quelquefois leur langage: je m'emporte le premier contre la marche lente & embarraſſée de notre machine politique: il faut bien que j'amuſe les Anglois; ils voudroient que nous les imitions par des réſolutions précipitées. La France frémit ſurtout. Elle ne ceſſe de nous faire entendre que nous abandonnons notre honneur & nos intérêts, comme ſi nous ne connoiſſions pas l'un & l'autre encore mieux qu'elle. Le François a cru frapper un grand coup, en défendant en dernier lieu l'importation des fromages de Nord-Hollande.

LE MARCHAND.

Il s'eſt furieuſement trompé. Lorſque je partis d'Amſterdam, je vis embarquer une quantité prodigieuſe de fromages: on me dit qu'ils étoient deſtinés pour la France, que l'édit du Roi n'avoit fait que changer leur nom, & qu'on ne les appelloit plus que des fromages de Sud-hollande. J'ôſe vous demander, à-préſent, ſi nous ne ſerions-nous pas en état de prendre enfin le parti d'une neutralité reſpectable & reſpectée?

L'AMB.

Je vous obſerverai que le ſyſtême de notre conſtitution fédérative eſt, comme toutes les conſtitutions humaines, ſujette à des incon-

véniens. A raiſon de la différence des intérêts & des vuës, il arrive que tout n'eſt pas également bien réglé dans l'intérieur du pays. Il faut avouer que nos forces navales ne ſont pas ſur un pied propre à en impoſer. C'eſt un grand malheur pour nous qu'ayant dans tous les tems plus de mille vaiſſeaux marchands ſur les mers, nous n'avons pas des forces régulieres pour les protéger. Nous n'avons point, comme la France & l'Angleterre, de corps de marine fixe & permanent. D'ailleurs nous devons craindre d'irriter les Anglois qui nous payent toutes les années une rente d'environ 1570000 livres ſterlings ce qui, à calculer le change à 36 eſcalins, qui eſt ſon cours actuel, revient à plus de 1695000 florins de Hollande. Vous m'avourez qu'une ſomme d'environ dix-ſept millions de florins que nous tirons annuellement de l'Angleterre, mérite quelque attention.

## LE MARCHAND.

Je vois à préſent que ce ſeroit une queſtion bien digne d'occuper une ſociété patriotique, ſi l'on peut être bon citoyen & avoir des fonds en Angleterre. Si ce numéraire étoit dans notre pays, combien cette augmentation d'eſpeces, en diminuant l'intérêt de l'argent, ne ſerviroit-elle pas à ranimer le commerce, à favoriſer de grandes entrepriſes utiles; ſoit intérieures, en deſſéchant les marais

& les lacs, en défrichant les bruyeres; soit extérieures, en facilitant des ſpéculations nouvelles & étendues comme nous en faiſions autrefois? Que de banqueroutes le hauſſement de l'intérêt de l'argent n'a-t-il pas occaſionnées, & que de branches utiles de commerce ne nous a-t-il pas fait perdre? Il eſt vrai que nos rentiers, en plaçant leur argent dans le pays, n'auroient plus d'auſſi grands revenus qu'ils en tirent des Etats emprunteurs: mais l'oiſiveté, ſuite naturelle de leur état, ne les a-t-elle accoutumés à un luxe qui a fait refluer dans ces Etats au delà même des intérêts ordinaires que ces rentiers tireroient dans leur patrie? Au pis-aller, ils travailleroient comme leurs ancêtres: cet argent rendroit ſûrement plus à l'Etat par les produits du commerce que par les rentes des fonds étrangers: le commerce national n'a-t-il pas été plus floriſſant & notre puiſſance plus grande, dans le tems que nous ignorions l'agiotage, ſyſtême funeſte qui n'a ſervi qu'à dégrader nos ames, corrompre nos mœurs, rendre notre patrie tellement dépendante & eſclave des puiſſances étrangeres qu'elles peuvent nous ruiner à l'occaſion d'un premier revers ou du plus léger mécontentement. En un mot, je crois que c'eſt à ce funeſte agiotage, non moins qu'aux guerres où la politique & l'ambition de la grande Brétagne nous a entraînés, que notre République doit ſa décadence, hélas! trop réelle. Voilà la cauſe des

honteux

honteux ménagemens que nous ſommes obligés d'avoir pour des puiſſances qui oſent trouver mauvais, que nous ayions le bon ſens de ne pas nous égorger avec elles.

## L'AMB.

Voilà des vues neuves : vous avez très-bien apprécié cet objet. Quant à l'état de notre marine, j'ajoute que nos officiers de mer ne ſont ni aſſez honorés, ni aſſez récompenſés. Ils ſont peu attachés à un pavillon, où ils ſont réduits au vil emploi de munitionnaires. Ces ſoins minutieux aviliſſent leur ame, s'ils s'y appliquent & les expoſent à être trompés s'ils n'y donnent pas aſſez d'attention. Ils n'ont aucun intérêt de ſoumettre à l'exercice & à la diſcipline, des équipages qu'ils changent preſque à chaque voyage & qui les haïſſent, parceque, pour faire bourſe, ils ne fourniſſent à ces équipages que des vivres qui ne ſont ni bons ni ſuffiſans. Je penſe que nous devrions moins nous épuiſer à entretenir des armées formidables de terre, pour garder des frontieres qui, d'après ce que j'ai déja obſervé au Lord North, ne ſauroient être menacées. Nous devrions tranſporter plutôt ces dépenſes à la protection de nos côtes & de notre navigation, qui ſont la baſe de notre exiſtence & la ſource de notre proſpérité. Nous avons tant de marins qui ne manquent ni de zele ni de capacité.

# DIALOGUE VI. (*)

## LORD WEYMOUTH, UN ENVOYÉ DE FRANCE.

L'ENVOYÉ.

JE puis assurer votre seigneurie que S. M. T. C. n'a rien tant à cœur que d'entamer une négociation, qui puisse amener la suppression totale des malheurs d'une guerre, dont les fléaux ne se font pas moins sentir aux ha-

(*) Ce dialogue a paru séparément & quelques jours après les autres : il a été généralement attribué au même Auteur : ainsi nous l'avons cousu le mieux qu'il nous a été possible avec les autres. Nous avons cru cette remarque nécessaire, pour éclairer les critiques & les commentateurs à venir qui pourroient se quereller sérieusement, si quelques-uns s'appercevoient qu'en effet ce dialogue est un hors-d'œuvre ; découverte que les autres ne manqueroient pas d'attaquer, & qui pourroit, peut-être, donner occasion à quelques *in-folio* à pure perte. *Note du Traducteur.*

bitans de la Grande Bretagne qu'à ceux de l'empire François, & dont la perſpective eſt bien plus effrayante pour vous que pour nous.

## LORD WEYMOUTH.

La condamnation indélébile de la France ſe réduit à la preuve de deux propoſitions ſimples & preſque évidentes ; premierement qu'une paix profonde, permanente & de la part de l'Angleterre, ſincere & véritable, ſubſiſtoit entre les deux nations, lorſque la France forma des liaiſons d'abord ſecretes & enſuite publiques & avouées avec les Colonies révoltées de l'Amérique : ſecondement que, ſuivant les maximes les plus reconnues du droit des gens, & ſelon la teneur même des traités actuellement ſubſiſtans entre les deux couronnes, ces liaiſons pouvoient être regardées comme une infraction de la paix. Vous l'avez troublée cette paix que la *modération* de S. M. avoit rétablie.

## L'ENVOYÉ.

Vous ne dites pas que cette paix déshonorante pour la dignité d'une grande nation, étoit un état forcé qui avoit laiſſé dans les eſprits le mécontentement & le deſir de la vengeance. Les François n'ont fait que ce que vous auriez fait à leur place. Tranſportez-vous, je vous prie, encore une fois, au tems

des négociations pour la derniere paix. Rappellez-vous l'inflexible hauteur avec laquelle vous uſâtes des droits de la victoire, & comment vous abuſâtes de ſuccès que vous ne deviez qu'à la perfidie avec laquelle vous nous aviez attaqués en pleine paix. Louis XIV renonçoit, à la fin de ſes plus heureuſes campagnes, à de brillantes conquêtes pour éteindre l'envie & le reſſentiment dans le cœur de ſes ennemis. Comment oſez-vous vanter votre modération, tandis qu'il s'en faut bien que vous ayiez été auſſi modérés que ce Monarque, dont vous ne ceſſez de relever l'orgueil & l'ambition? Le Canada, une partie de la Louiſiane, la Floride, le Cap Breton, la Dominique, St. Vincent, Terre-neuve, Tabago Madras, le Sénégal & je ne ſçais combien d'autres établiſſemens dans toutes les parties du monde, il a fallu tous vous céder: votre avidité a tout dévoré: ſont-ce là des traits de votre modération? Ne deviez-vous pas penſer qu'on ne ſouſcrivoit à des conditions ſi déshonorantes & ſi dures, que pour obéir à la grande loi de la force & combiner une vengeance plus ſûre? Ce n'eſt pas que j'attribue un droit réel à la force: je ne juge pas d'après le droit; je juge d'après les faits: je ne parle pas en légiſlateur; je parle en politique. Je dis que chaque état doit tenir un rang analogue à ſa ſituation, à ſa grandeur & à ſa population; les ſujets de cet état conſervent malgré eux des ſentimens d'orgueil relatifs

à la force de la ſociété qu'ils compoſent; un événement imprévu peut bien abaiſſer cet Etat : mais il ne ſauroit ni l'empêcher de tendre naturellement à ſe relever, ni étouffer ces ſentimens des particuliers: Et vous paroiſſez étonnés de notre conduite actuelle ! Vous aviez briſé la barriere en Europe & aux Indes. Il étoit, a dit très-bien chez vous un de nos Ecrivains, de la dignité d'une nation qui prétend en corps aux honneurs de la philoſophie, de ſe fixer des bornes à elle-même & de montrer aux hommes étonnés, une puiſſance prépondérante & modérée. Si vos miniſtres avoient connu le cœur humain, apprécié une grande nation telle que la Françoiſe, & conſulté leurs vrais intérêts, ils ne nous auroient pas contraints à faire de pareilles ceſſions: vous nous attaquâtes en Renards & vous nous fîtes la loi en Lions.

## LORD WEYMOUTH.

Si un ennemi étranger avoit fait la conquête des Etats de S. M. B. en Amérique & que la France eût confirmé par un traité ſolemnel, un acte de violence qui dépouilloit, au milieu d'une paix profonde, le voiſin reſpectable dont elle ſe diſoit le voiſin & l'allié, l'Europe entiere ſe ſeroit ſoulevée contre l'inuſtice d'un procédé qui violoit ſans pudeur tout ce qu'il y a de plus ſaint parmi les hommes. La premiere découverte, la poſſeſſion

interrompue de deux cens ans, ſuffit pour conſtater les droits de la Grande-Bretagne aux terres de l'Amérique-Septentrionale,& ſa ſouveraineté ſur le peuple qui y avoit formé des établiſſemens avec la permiſſion & ſous le gouvernement des prédéceſſeurs du Roi.

## L'ENVOYÉ.

Tous vos publiciſtes avouent que le ſoulevement général de toute une nation ne mérite point le nom de rébellion. Guillaume III fut ſans doute un ennemi étranger à l'égard de Jacques II : cependant Jacques II n'avoit-il pas plus de droits ſur la Grande-Bretagne, que George III n'en peut reclamer ſur les colonies de l'Amérique ? Pour vous montrer la faibleſſe de votre argument, je ſuppoſe que les Américains, reconnoiſſant les droits des prédéceſſeurs de votre Monarque, ſe fuſſent aviſés de proclamer le Prétendant ou ſon ayant-cauſe : que pourriez-vous leur objecter ? N'auroient-ils pas droit de vous dire qu'ils rendent à l'héritier légitime un domaine uſurpé, & que vous êtes vous-mêmes les rebelles, & votre Prince l'uſurpateur ?

## LORD WEYMOUTH.

Parce qu'un peuple oſe ſecouer le joug de l'autorité, ou plutôt des loix, qu'il a uſurpé les provinces & les prérogatives de ſon ſou-

verain, & recherché l'alliance des étrangers, pour appuyer ſon indépendance prétendue, ces étrangers peuvent-ils accepter cette alliance, ratifier ces uſurpations & reconnoître cette indépendance, ſans ſuppoſer que la révolte a des droits plus étendus que ceux de la guerre, & ſans accorder aux ſujets rebelles un titre légitime aux conquêtes qu'ils n'ont pu faire qu'au mépris de la juſtice & des loix?

## L'ENVOYÉ.

Ces phraſes ſont belles: on diroit qu'elles ſont préparées pour entrer dans un manifeſte; mais elles ſont toujours fondées ſur un faux principe. Elles ne vont à rien moins qu'à ébranler tous les trônes, en commençant par celui de George III. Vous ſavez que tout le monde ne convient pas en Europe, & ſurtout en Angleterre, que les Américains ſont des rebelles. Au moins il n'eſt pas ſûr que l'infortune les rendra tels: leur crime ou leur innocence dépendent du ſort des armes: dans cette ſituation, n'avons-nous pas le droit de les ſoutenir, comme les Hollandois ont eu droit de ſoutenir votre Guillaume III avant que la victoire eût légitimé ſon uſurpation, ou comme Henri IV & Elizabeth reconnurent & ſoutinrent l'indépendance ces Provinces-Unies, ſans attendre le conſentement de la puiſſance dont cette déclaration bleſſoit les droits?

LORD WEYMOUTH.

Il étoit réſervé à la France de ſe vanter de ſes diſpoſitions pacifiques, dans l'inſtant même que ſon ambition lui inſpira d'exécuter & d'avouer un acte de perfidie ſans exemple dans l'hiſtoire des nations.

L'ENVOYÉ.

J'ai déja répondu à votre nouvelle déclamation, en vous prouvant que l'autorité même de S. M. B. n'étoit appuyée que ſur des exemples de ce genre. Je pourrois rappeller encore l'aſſiſtance ſecrete ou publique que vous avez donnée aux Rebelles de la Rochelle, des Cevennes, ou de la Corſe. N'aviez-vous pas auparavant reconnu les droits qu'avoient dans ces différens endroits, Louis XIII, Louis XIV, & la République de Genes qui les céda à Louis XV?

LORD WEYMOUTH.

Après avoir épuiſé toutes les reſſources de la perfidie & de la diſſimulation, la France oſe avouer à la face de l'Europe *indignée* un traité ſolemnel fait avec les agens *ténébreux* des Colonies.

## L'ENVOYÉ.

Pendant plus de vingt ans votre Reine Elizabeth ſe conſuma en proteſtations d'amitié pour le Roi d'Eſpagne, dans le tems qu'elle aſſiſtoit ſecretement d'argent & publiquement de troupes, un peuple qu'elle regardoit elle-même comme rebelle. Que la conduite de Louis XVI a été bien plus noble & plus franche! Il ne vous a caché ſa réſolution qu'autant de tems qu'il lui en falloit pour conſommer un traité qu'il ne pouvoit faire que ſecretement. Il ne vous a point caché qu'il étoit ravi de ſaiſir cette occaſion pour voir l'abaiſſement d'une puiſſance, qui étoit vraiment trop étendue pour ſa ſûreté. Si, comme vous le prétendez, l'Europe eût été indignée de cette conduite, pourquoi, vous qui l'avez ſi ſouvent ſoulevée contre la France, ne l'avez-vous pas fait armer en votre faveur dans une circonſtance où elle commet, ſelon vous, une perfidie ſans exemple dans l'hiſtoire des nations? Cette inaction, juſqu'à préſent inouie de l'Europe à votre égard, prouve donc avec la derniere évidence, qu'elle eſt bien loin d'être indignée, & que ſon vœu général eſt pour l'Amérique & la France.

## LORD WEYMOUTH.

La cour de France oublie ſans peine la foi des traités, les devoirs des alliés & les droits

des ſouverains, & ne rougit point d'avilir ſa dignité par des liaiſons d'abord ſecretes, enſuite publiques avec un peuple qui ne fonde ſon indépendance prétendue que ſur la hardieſſe de ſa révolte.

## L'ENVOYÉ.

Ainſi les Américains ſont, ſuivant vous, dans le cas des uſurpateurs; or, dans quel code politique avez-vous lu qu'il fût humiliant ou défendu de traiter avec des uſurpateurs? Les puiſſances de l'Europe ne ſont-elles pas dans l'uſage de ne regarder, en ce cas, que le droit du poſſeſſeur, ſi leur intérêt les y engage? elles ne ſe conſtituent point les juges des querelles domeſtiques d'une autre nation. Ces principes vous paroiſſent renverſer les droits des ſouverains, & c'eſt préciſément le contraire. C'eſt d'après ces principes que les puiſſances de l'Europe envoyent des Ambaſſadeurs à votre Monarque, comme elles en ont envoyé à Cromwel. Ce n'eſt pas à George III que la France jura une amitié éternelle en 1763: elle a traité avec l'empire Britannique, auquel étoient alors jointes les treize Colonies qui viennent de rompre le pacte d'aſſociation. Elles diſent que vous avez commencé par le rompre vous-mêmes, en violant à leur égard la loi fondamentale de votre Etat, ſuivant laquelle un ſujet Britannique ne peut être taxé ſans ſon conſentement. Cet empire

étant diviſé en deux, pourquoi n'aurions-nous pas le droit de traiter avec l'une & l'autre partie? Suivant les principes de la conſtitution Britannique, toute autorité ne vient-elle pas du peuple? On a vu quelquefois des ambitieux faire ſoulever une nation pour leur propre intérêt. Mais il n'eſt pas dans la nature des choſes humaines, qu'une nation entiere, où preſque tous les citoyens ont part au gouvernement, recoure, ſans raiſon ni motif, à la voie terrible des armes, pour ſoutenir ce qu'elle appelle ſa liberté, & qu'elle ſecoue unanimement une domination ancienne & affermie par le tems. Dans ce terrible conflit, ceux qui ſe plaignent, ſeront-ils moins dignes de foi, que ceux qui leur répondent par le fer & le feu? Vous appellez actuellement les François vos alliés: & pourquoi ne ceſſez-vous dans toute autre occaſion de les appeller, auſſi-bien en paix qu'en guerre, vos ennemis naturels?

## LORD WEYMOUTH.

La France ne ſe juſtifie qu'en faiſant valoir, tour-à-tour & preſque au même inſtant, des droits qu'il n'eſt permis qu'à un ennemi de réclamer: & ſon adreſſe à confondre ſans ceſſe deux ſuppoſitions qui n'ont rien de commun, eſt la conſéquence naturelle d'une politique fauſſe & inſidieuſe, incapable de ſoutenir la lumière du grand jour. N'eſt-ce pas permet-

tre la guerre que d'accorder, comme la France a fait, aux Américains, le droit d'armer dans ſes ports, & d'en exporter toutes ſortes de munitions de guerre, ſans violer la paix? En un mot, la déclaration du Marquis de Noailles n'a-t-elle pas été le ſignal de l'infraction publique d'une paix, annoncée par des faits qu'on ne peut conſidérer que comme une autre infraction de la foi des traités? Votre cour, dans ſon manifeſte, n'a-t-elle pas laiſſé échapper l'aveu des engagemens qu'elle avoit formés avec l'Eſpagne, pour venger leurs prétendus griefs, & mettre un terme à ce qu'elles appellent l'empire tyrannique de l'Angleterre ſur les mers?

L'ENVOYÉ.

C'eſt ſans doute pour juſtifier les ordres que vous aurez donnés clandeſtinement pour prendre les Manilles, que vous amenez ici le Roi d'Eſpagne: c'eſt, pour juſtifier la ſurpriſe de Pondicheri, qu'il vous plaît d'aſſigner à la déclaration du Marquis de Noailles la teneur d'une déclaration de guerre. Que tous les miniſtres de S. M. B. interrogent leur propre cœur, & ils avoueront que, dans le tems, cette déclaration ne fut pas regardée comme telle. Il y eut dans votre parlement pluſieurs membres qui la repréſenterent comme un procédé qui n'avoit rien d'extraordinaire, ni d'hoſtile. Votre Amiral Keppel prouva, avec

la derniere évidence, que la choſe n'étoit pas encore décidée; puiſqu'il laiſſa paſſer au milieu de ſa flotte, pluſieurs vaiſſeaux François, dans la crainte, dit-il, qu'on ne jettât ſur lui le blâme d'avoir engagé ſa nation dans les horreurs d'une nouvelle guerre. La relation même de ceux qui attaquerent la *Belle-Poule*, prouve encore, par l'attention qu'ils ont à rejetter l'aggreſſion ſur les François, combien vos aſſertions ſont fauſſes: il ſeroit ſingulier qu'un peuple-Roi, tel que vous oſez vous titrer, fût en guerre ſans le ſavoir. Donc ce que vous regardez comme un défi, & que la France regarde comme une déclaration innocente, n'étoit point accepté pour tel. Or, comme ce principe, probablement faux, & certainement douteux, eſt la raiſon d'après laquelle vous dites avoir commencé les hoſtilités, il s'enſuit donc que vous êtes d'injuſtes aggreſſeurs, & que vous avez violé vous-mêmes les droits des nations & de la paix.

## LORD WEYMOUTH.

Les déclarations ne ſont que des moyens dont les nations ſont réciproquement convenues, pour éviter la trahiſon & la ſurpriſe; mais les cérémonies qui annoncent ce changement terrible de la paix à la guerre, les hérauts, les proclamations, les manifeſtes, ne ſont jamais néceſſaires & ne ſont pas toujours les mêmes.

L'ENVOYÉ.

Ainſi, Meſſieurs les Anglois, vous n'avez pas dégénéré : vous êtes auſſi toujours les mêmes. Toutes ces formalités ou d'autres équivalentes, ne ſont pour vous que de vaines inſtitutions : vous nous le prouvâtes très-bien en 1755 : vous ne devez donc pas être étonnés que notre Monarque ait pris des arrangemens en conſéquence : ſes précautions ne ſont donc pas, comme vous l'avez inſinué, l'effet d'une prudence néceſſaire vis-à-vis d'un voiſin dont on connoiſſoit la maniere d'agir par une trop funeſte expérience.

LORD WEYMOUTH.

Que devions-nous faire en voyant la cour de Verſailles appliquée avec l'ardeur la plus vive & la plus opiniâtre à l'augmentation de ſa marine, & précipitant, ſans motifs & ſans ennemi, dans tous ſes ports, la conſtruction & l'armement de vaiſſeaux, en détournant une partie conſidérable de ſes revenus, pour fournir aux frais de préparatifs militaires, dont il étoit impoſſible d'annoncer la néceſſité ou l'objet?

L'ENVOYÉ.

Vous deviez la prévenir, & ſuivant votre ancienne coutume, l'écraſer avant qu'elle eût

le tems d'étaler l'orgueil de ſa nouvelle puiſſance maritime.

## LORD WEYMOUTH.

Mais, qu'auroit dit le tribunal libre & reſpectable qui prononce, ſans crainte & ſans flatterie, l'arrêt de l'Europe, du ſiecle préſent & de la poſtérité, ſi nous euſſions fait un uſage de nos forces plus conforme aux ſuggeſtions de la prudence qu'aux loix exactes de l'apparente équité?

## L'ENVOYÉ.

Depuis que vous vous ſentez un peu foibles, vous êtes devenus bien délicats ſur le point d'honneur, Meſſieurs les Anglois. Si vous euſſiez été moins délicats ou plus puiſſans, vous auriez bravé ſans peine les cris des hommes éclairés & déſintéreſſés de l'Europe; & vos colonies ſeroient ramenées à l'obéiſſance. Ou plutôt, pour éviter le ton du perſifflage, avouez que l'état critique où vous vous êtes trouvés, de ne pouvoir frapper ſans bleſſer l'apparente équité, ni reſter oiſifs, ſans commettre vos plus précieux intérêts, montre que votre puiſſance étoit montée trop haut, & que les alarmes que vous avez inſpirées par-tout, & que l'Europe fait éclater ſuffiſamment en vous abandonnant, ne ſont que trop fondées.

## LORD WEYMOUTH.

Il ne convient pas à la dignité de S. M. B. de vouloir rechercher l'époque ou la nature de la correſpondance que les agens des Colonies révoltées eurent l'adreſſe de lier avec les miniſtres de Verſailles, & dont on vit bientôt les effets publics dans la liberté générale, ou plutôt dans la licence effrénée d'un commerce illégitime. La conduite des négocians François qui faiſoient paſſer en Amérique, non-ſeulement les marchandiſes utiles & néceſſaires, mais encore le ſalpêtre, la poudre à canon, les munitions de guerre, les armes, l'artillerie, annonçoit hautement qu'ils étoient aſſurés non-ſeulement de l'impunité, mais de la protection même & de la faveur du miniſtere.

## L'ENVOYÉ.

Parce que les François, lors du ſoulevement de l'Amérique contre la mere-patrie, étoient en paix avec vous, s'enſuivoit-il qu'ils duſſent montrer la déférence la plus indéfinie? Devoient-ils repouſſer de leurs ports des marchands qui venoient y apporter une branche avantageuſe de commerce? Ne perdez pas de vue que, dans l'état d'oſcillation où cette défection a mis la France vis-à-vis de l'Angleterre, la premiere devenoit naturellement plus peſante à proportion que le poids de la ſeconde diminuoit. Souvenez-vous que des

Etats,

Etats, que la nature & les circonſtances ont fait rivaux, ne ſont pas des perſonnes morales : c'eſt s'abuſer que de les juger d'après les mêmes principes qui doivent régler la conduite des individus : ce ſont des corps qui ont l'un à l'égard de l'autre un mouvement d'impulſion & de répulſion : & chacun d'eux tend naturellement & forcément, à ſe remettre à ſa place, quand une douloureuſe néceſſité l'en a fait ſortir. Ce ſont ces mêmes principes que la Grande-Bretagne a conſtamment avoués, toutes les fois qu'elle a prétendu tenir, orgueilleuſement, la balance & l'équilibre de l'Europe.

LORD WEYMOUTH.

Nous n'oublierons jamais que c'eſt par les ſecours ſecrets de la France que les rebelles ſe ſont d'abord ſoutenus, & par ſes ſecours publics qu'ils ont réſiſté à nos puiſſans efforts.

L'ENVOYÉ.

Elle n'a donc pas ſoupçonné ſans fondement que votre projet étoit de les rallier, pour les armer contr'elle. Des ſoupçons ne peuvent porter ſur des preuves clairement articulées, & ſolidement établies ; parce que des ſoupçons ne ſont pas des aſſertions. Mais, je le répete, la connoiſſance du caractère de votre nation & le ſouvenir des déprédations &

& des inſultes commiſes en 1755, lui ſuffiſoient pour aſſeoir des ſoupçons. Vous vous êtes trahis vous-mêmes, en avouant que vous regardiez comme des hoſtillités, les ſecours clandeſtins que nous donnions aux Colonies : vous en aviez fait des plaintes trop ameres, pour qu'on ne ſoupçonnât pas vos vues ultérieures : vous nous regardiez ſans doute comme des victimes dont on ne differoit le ſacrifice qu'en attendant l'occaſion de les immoler plus ſûrement. Vous êtes plaiſans, Mrs. les Anglois. Quand la France vous reprochoit les fréquentes inſultes faites à ſon pavillon, vous répondiez que, ſur le théatre vaſte & éloigné des opérations d'une guerre navale, la vigilance la plus active, l'autorité la plus ferme, étoient incapables de découvrir ou de réprimer tous les déſordres : & quand la France répond ſur le même ton, à vos plaintes réciproques, vous n'admettez point ſes raiſons, ſous prétexte que la volonté du Prince ne trouve point d'obſtacle dans ce royaume. La partialité vous aveugle au point que vous ne vous appercevez même pas de cette contradiction palpable. Vous ne faites pas attention que le deſpotiſme que vous dites exiſter en France, y faciliteroit bien plus ces déſordres, que dans un empire fondé ſur des loix équitables & invariables, d'après le tableau que vous tracez vous-mêmes de votre conſtitution. Il ſeroit impoſſible que la vigilance des loix pût toujours prévenir la contrebande habile.

Comme on ne pouvoit empêcher une nation que vous aviez pris plaiſir d'humilier avec un orgueil ſi révoltant, de ſaiſir avec empreſſement l'occaſion de s'indemniſer à vos dépens, deviez-vous vous attendre que vos ſollicitations euſſent beaucoup d'effet, & que la cour même pût, avec la meilleure intention, arrêter une contrebande que tous les François ſavoient qu'il étoit de ſon intérêt de favoriſer ? Les loix des nations condamnent, il eſt vrai, ces pratiques; mais elles ferment les yeux ſur la conduite des ſouverains à cet égard ; elles ſont contentes, s'ils ne les avouent pas publiquement : elles croient faire aſſez, en donnant à la puiſſance léſée de confiſquer les marchandiſes coupables, quand elle peut s'en ſaiſir. Ainſi ſe conduiſit votre Reine Eliſabeth à l'égard des inſurgens des Pays-Bas, ſans recourir à pluſieurs autres exemples que je pourrois vous alléguer. Le droit public des nations ne fait pas des reſtrictions plus ſévères au droit naturel qu'ont tous les peuples de commercer avec une liberté illimitée ſur toutes les mers & dans tous les pays. Nous ne vous avons jamais promis de ne point commercer avec les Américains. Vous ſavez vous-mêmes que vous n'avez pas toujours été en état d'empêcher en Angleterre la pratique d'un pareil commerce. La connivence du Roi de France à cet égard, quand même elle ſeroit prouvée, doit paroître d'autant moins étonnante, que tous les autres ſouverains en agiſ-

ſent de même. Si vous deviez regarder comme ennemies toutes les puiſſances dont les ſujets ont fourni des marchandiſes de toutes ſortes aux Américains, vous auriez dû commencer par attaquer les Hollandois ; puiſque vous ſavez que les Américains ont tiré des habitans de St. Euſtache & de Hollande encore plus de marchandiſes que de tous les autres pays. Vous prononcez ſans héſiter, que la conduite des François eſt une violation de la paix : pourquoi les autres nations qui n'en ont pas moins fait, ſeroient-elles moins coupables ? Ainſi vous trahiſſez malgré vous votre haine nationale & vos vues hoſtiles.

LORD WEYMOUTH.

Tout le monde ſait que, par les pactes généraux, écrits ou tacites, & par les uſages bien entendus de toutes les puiſſances de l'Europe, chaque métropole doit avoir la propriété excluſive de ſes Colonies. Notre Docteur Mariot l'a prouvé aux Hollandois en leur reprochant leur méchantes pratiques. Je vous conſeille de lire le mémoire juſtificatif qu'il a publié à ce ſujet.

L'ENVOYÉ.

Je n'ai pas beſoin de lire ce mémoire: car il ne me dira pae ce que ſont les Anglois qui ont toujours violé ces pactes & ces uſages avec le

plus d'impudence. C'eſt par leur commerce illicite avec les Colonies Eſpagnoles. C'eſt en défendant même cette odieuſe contrebande par des guerres ouvertes, qui ont fait prendre le chemin de l'Angleterre aux revenus de ces Colonies qui, *par la premiere découverte, par une poſſeſſion non interrompue de près de trois cens ans, & par le conſentement de toutes les nations, appartenoient inconteſtablement à l'Eſpagne.* Il me ſeroit plus aiſé de multiplier les autres exemples d'un pareil commerce illicite que vous avez fait dans tous les pays, qu'à vous de les nier. Ce n'eſt pas tout. Avant que la guerre éclatât, vous aviez déja vu la néceſſité de vous relâcher de vos loix prohibitives à l'égard des Américains ; vous leur permettiez de trafiquer directement dans les ports des autres puiſſances de l'Europe : ne ſait-on pas d'ailleurs qu'il y a eu un commerce conſtant & direct entre vos Colonies & les établiſſemens des autres Etats en Amérique ? Ainſi les ſuites de vos procédés odieux retombent ſur vous-mêmes. Plût-à-Dieu que vous vous fuſſiez bornés à ces commerces illicites, & qu'en pleine paix, vous n'euſſiez jamais commis, avoué des hoſtilités manifeſtes !

## LORD WEYMOUTH.

Jamais ces exemples prétendus n'ont exiſté : jamais la Grande-Bretagne n'a violé,

comme vous, tout ce qu'il y a de plus ſaint parmi les hommes.

## L'ENVOYÉ.

Toutes les nations maritimes, voiſines, vont dépoſer contre l'Angleterre. L'Eſpagne vous reproche que vous ne poſſédez preſque aucun de ſes anciens territoires que vous n'ayiez acquis par ſurpriſe en tems de paix, & que toutes les mers ſont témoins, que, quand vous avez battu ſes vaiſſeaux, il n'y avoit pas ſujet de croire qu'ils duſſent même être attaqués. Cette aſſertion paroît outrée, tant elle eſt étonnante : elle eſt cependant dans l'exacte vérité. Entr'autres exemples, l'équité vous reprochera toujours d'avoir ſurpris la Jamaïque en pleine paix, & de vous en être fait adjuger la poſſeſſion par le droit de la force. Durant tout le cours du regne d'Elizabeth, & conſtamment, quoique moins ſouvent, ſous les autres regnes, vous avez regardé comme une action glorieuſe & patriotique, de piller les vaiſſeaux, & d'envahir les côtes & le commerce excluſif du Roi d'Eſpagne. Gibraltar même & Minorque, par quel droit les poſſédez-vous ? N'eſt-ce pas pour avoir profité odieuſement de la détreſſe où ſe trouva le Roi d'Eſpagne à la paix d'Utrecht ? Vous tirâtes parti des circonſtances pour le forcer de vous céder ces deux beaux fleurons de ſa couronne, que vous n'aviez

ſaiſis que pour les rendre au Roi qui ſeroit accepté par les Eſpagnols. N'avez-vous pas, en pleine paix, fourni des armes aux habitans de Ceylan pour chaſſer les Hollandois de Trinquemale ? Ne leur avez-vous pas enlevé en plaine paix pluſieurs établiſſemens dans l'isle de Sumatra, dont vous avez enſuite ſu vous faire confirmer la poſſeſſion par le même droit du plus fort ? En 1755, n'avez-vous pas en pleine paix, enlevé plus de trois cens vaiſſeaux François qui naviguoient ſur la foi des traités, & fait priſonniers huit mille hommes qui étoient la fleur de leurs matelots ? Vous oſâtes même ſoutenir que la reſtitution des vaiſſeaux, pris avant la déclaration de guerre, étoit contraire au droit des gens, pour répondre à *l'ultimatum* de notre cour. En pleine paix, l'Amiral Boscawen s'empara de l'*Alcide* & du *Lys*, deux vaiſſeaux de guerre. Pour nous forcer à nourrir ces priſonniers enlevés ſi odieuſement ou pour les engager à plonger le poignard dans le ſein de leur patrie en les débauchant pour votre ſervice, vous les laiſſiez périr de miſere & de faim. Le caractere ſacré d'Ambaſſadeur n'a pu dérober le malheureux Jumonville à vos coups. Dirai-je avec quelle cruauté vous avez détruit dans l'Acadie une peuplade d'hommes libres & vertueux, compoſée de 25000 hommes, uniquement, parce qu'ils étoient François d'origine ? Quelle orgueilleuſe barbarie n'employâtes-vous pas, à l'occaſion de ces

billets de Canada que vous nous forçâtes à payer ? Dites-donc, à préſent, ſi d'après des procédés ſi odieux, ſi perfides, la France a eu tort de ſoupçonner vos vues ? Pouvez-vous nier que, dans le tems que la France faiſoit des préparatifs que votre caractere connu rendoit néceſſaires, il a été réellement mis en délibération de l'accabler, en enlevant d'un ſeul coup de filet, ſes navires, ſes matelots, ſes pêcheurs ? Les François ont dû ſentir tous ces outrages : l'animoſité la plus violente devoit fermenter dans leurs cœurs ulcérés : voilà le ſentiment juſte & fondé que le ſoulevement des Américains a fait éclater. Quand, dans le ſiecle paſſé, vous ſouleviez l'Europe contre la France, il vous eût été difficile d'alléguer d'autre raiſon qu'une haine nationale, invétérée : mais quand les François vous diſent actuellement qu'ils veulent venger leurs griefs, & mettre un terme à votre empire tyrannique ſur les mers, ils ne combattent point des fantômes & ne parlent point le langage de la déclamation. Vos immenſes progrès dans toutes les parties du monde, à leurs dépens & aux dépens des autres nations, & en dernier lieu votre alliance avec les Moſquites, pour pénétrer dans le Mexique, votre priſe de poſſeſſion des Iſles Turques & des Iſles de Fakland, tous ces faits publics, tous ces griefs revoltans, ne juſtifient-ils pas pleinement leurs craintes, n'autoriſent-ils pas leur reſſentiment & n'abſol-

vent-ils pas leur attention à ſoulever l'Europe contre votre ambition, & contre vos progrès effrayans vers la monarchie univerſelle du commerce, des mers & des deux Indes? Mais votre regne eſt paſſé, le voile eſt tombé: l'inaction des puiſſances jadis vos alliées, vous annonce qu'il faut parler un autre langage, changer de conduite, & jouer un rôle plus modeſte.

## LORD WEYMOUTH.

Il ne s'agit pas ici de diſcuter la juſtice ou l'injuſtice de la conduite de l'une & l'autre cour; il eſt queſtion de s'arranger pour arrêter l'effuſion du ſang. S. M. T. C. ne pourroit-elle pas renoncer à ſon alliance avec les Américains & retirer ſa déclaration du 13 Mars de l'année derniere?

## L'ENVOYÉ.

Quand il plut au Roi d'aſſigner aux Américains une place parmi les nations libres, & de traiter avec ce peuple foible & naiſſant ſur le pied de l'égalité, il jura de ne pas l'abandonner, que ſon indépendance ne fût affermie ſur une baſe ferme & inébranlable. Ce ferment, qui tient à l'honneur de la nation, eſt plus fort & plus ſacré que tous ces vains ſermens que l'on prête, en ſignant ces trêves qu'on appelle paix, à l'infraction deſquelles on

n'a attaché aucun déshonneur, parce qu'elles ne ſont que des ſituations forcées où le plus fort réduit le plus foible, juſqu'à ce que celui-ci ſoit en état de revenir à la charge & d'attaquer ſes rivaux avec d'autant plus d'acharnement que ſon humiliation avoit été plus grande. Vous voyez, dans cette obſervation, le principe qui nous a ſervi de regle. Plût-à-Dieu que vous n'en euſſiez jamais ſuivi de plus odieux !

LORD WEYMOUTH.

Je ſuppoſe qu'on vous rendît le Canada, pour renoncer à vos liaiſons avec les Américains. Une acquiſition ſi importante devroit vous tenter.

L'ENVOYÉ.

Votre inſinuation eſt injurieuſe. De quel front un François oſeroit-il paroître chez l'étranger, ſi jamais il avoit pu concevoir l'indigne penſée de vendre des alliés, des amis? Conſidérez, Mylord, que, quand même nous aurions l'ame aſſez noire pour croire cette offre admiſſible, nous n'aurions pas l'aveuglement de la croire praticable. Nous perdrions d'utiles alliés ; & nous n'aurions embraſſé que des fantômes. Pourrions-nous compter ſur la jouiſſance tranquille du pays que vous nous offrez, dès que votre réunion aux Américains

vous auroit rendu, avec votre ancienne prépondérance, la tentation de nous le ravir de nouvean; & que cette infame trahiſon, en vous ramenant pour toujours les Américains, les auroit rendu nos éternels & nos plus furieux ennemis? La France a des vuës bien différentes. Je ne ſais même ſi elle ne vous laiſſeroit pas tout ce que vous poſſédez encore vers le Canada, au cas que vous miſſiez bas les armes & reconnuſſiez l'indépendance des treize Colonies. Elle ne peut ni ne doit les abandonner. Pour ſauver votre honneur, on feroit une trêve à longues années, & les Américains ſeroient traités, comme vous les traitez actuellement, c'eſt-à-dire comme indépendans de fait. Ces conditions vous ſont très-favorables: conſidérez l'impoſſibilité où vous êtes de ramener l'Amérique, & le danger qui vous menace de perdre tout ce qu'il vous reſte encore dans cette partie du monde.

## LORD WEYMOUTH.

Je ſuis vraiment étonné que la France ſe donne déja le ton de preſcrire la loi: a-t-elle acquis ce droit par le ſuccès de ſes opérations militaires? L'a-t-elle acquis par ces victoires navales qui n'exiſtent que dans ſes gazettes & dans les manifeſtes des vainqueurs prétendus?

## L'ENVOYÉ.

Vos infructueuſes campagnes en Amérique ſont ſûrement des riens ; les conquêtes de la Dominique & de St. Vincent, de la Grenade & de pluſieurs établiſſemens en Afrique, ſont des avantages prétendus : la défaite de Byron & la fuite de Hardy ſont des rencontres ſans conſéquence. Ainſi, tous les Gaſcons ne ſont pas ſur les bords de la Garonne : vous nous perſuaderiez bientôt que l'Amiral Keppel & l'Amiral Hardy ont battu complettement le comte d'Orvilliers & que Prevoſt & le Général Wayne ont taillé en pieces toutes les armées Américaines.

# DIALOGUE VII.

## S. M., LORD WEYMOUTH, LORD NORTH, LORD GERMAINE.

---

### LORD WEYMOUTH.

Croiriez-vous, Sire, que la France nous fait des propoſitions que les plus grands ſuccès juſtifieroient à peine, & qu'elle ne nous propoſe rien moins que de faire une trêve à longues années, pendant laquelle les Colonies révoltées ſeroient indépendantes de fait. En-vain ai-je oppoſé au négociateur les meilleures raiſons contenues dans le mémoire juſtificatif que nous allons faire paraître : je les avois appriſes par cœur pour qu'elles ne perdiſſent rien de leur force : mais il m'a non ſeulement répondu ; il m'a même fait quelques queſtions embarraſſantes, auxquelles je crains de n'avoir pas pleinement ſatisfait. En un mot il m'a repréſenté la nation Françoiſe comme ſi animée contre nous, que nous devons renoncer à tout projet de conciliation de ce côté là.

S. M.

Je crois que nous n'avons pas aſſez prouvé qu'en 1755, nous n'avons point, contre la ſainteté des ſermens & la foi à des engagemens publics & ſacrés, enlevé trois cens vaiſſeaux François : ce trait leur ſert de fondement pour appuyer leurs craintes & leurs ſoupçons dans la conjoncture actuelle. Je crois qu'en effet dans la derniere paix, nous n'avons pas aſſez ménagé le reſſentiment de cette nation. Nous aurions dû penſer qu'elle n'eſt pas ſi endurante que la nation Eſpagnole. Mais Johnſon eſt un génie inventif. Il a bien ſu nous prouver que l'on pouvoit en toute équité, fouiller dans la poche des Américains, ſans leur demander permiſſion : j'eſpere qu'il fera les additions néceſſaires à notre mémoire juſtificatif : car s'il arrivoit, par un hazard qu'on ne ſauroit prévoir, que les François euſſent la gloire de nous battre à coups de canon, il ſeroit fâcheux que nous n'euſſions pas la conſolation de les avoir au moins vaincus dans la guerre de plume. J'eſpere cependant qu'avec le ſecours de nos bons Amis les Hollandois. . . . .

LORD GERMAINE.

Hélas! je viens de recevoir une réponſe cathégorique de leur Ambaſſadeur. Nous n'avons plus rien à eſpérer de cette République.

Elle ſe croit dégagée de ſes engagemens, ſous le vain prétexte que nous avons rompu les nôtres, en violant ſon pavillon. En un mot, elle refuſe poſitivement de ſe joindre à nous, en nous accordant les ſecours ſtipulés par les traités d'alliance. Ce n'eſt pas tout. Elle favoriſe ouvertement les Rebelles. Elle reconnoît les lettres de marque du Congrès & permet à Paul Jones de reſter dans le Texel ſous pavillon Américain. Elle vient de nous répondre décidément qu'elle ne peut nous rendre les deux beaux vaiſſeaux doublés en cuivre que ce corſaire nous a traîtreuſement enlevés.

S. M.

Que je me repens actuellement d'avoir fait reſtituer aux Hollandois les vaiſſeaux & les marchandiſes que nous leur avions pris! Je ne les ménageois que dans l'eſpoir qu'ils finiroient par faire cauſe commune avec nous. Hélas! je ne vois que trop qu'ils m'ont cruellement joué. Je ne m'attendois pas à une pareille trahiſon, de la part de mes bons amis les Hollandois. Je ne pardonnerai jamais à mon cher Couſin de ne m'avoir pas mieux ſervi dans un pays où je croyois qu'il avoit tout pouvoir. Encore, ſi nous pouvions nous flatter d'une juſte vangeance : mais je crains qu'il ne ſoit plus tems de goûter ce doux plaiſir des Dieux & des Rois. Il ne ſeroit pas prudent de nous attirer ſur les bras, un quatrie-

me ennemi, dont la puiſſance maritime eſt ſi conſidérable. Je vois qu'en effet nous ne devons plus compter que ſur nos propres forces & ſur nos propres reſſources.

LORD NORTH.

Hélas! ces reſſources deviennent de plus en plus inſuffiſantes. Les impôts ſur leſquels nous avions hypothéqué les derniers emprunts, n'ont pas rendu autant que l'on avoit eſpéré : toutes les branches des revenus publics ſont comme frappées de ſtérilité: j'ai beau mettre mon eſprit à la torture, je ne puis plus imaginer de nouveaux moyens de tirer de l'argent : nous avons taxé les cheminées, les fenêtres, les poſtes, les chevaux, les chiens, & juſqu'aux domeſtiques : je crois que nos commis nous volent ou que le patriotiſme s'éteint tout-à-fait dans la Grande-Bretagne : quelle nouvelle taxe pourroit-on établir au payement de laquelle perſonne ne pût ſe dérober & ſur laquelle on pût faire un calcul ſûr ?

LORD BUTE.

Par exemple, les Egliſes ſont des lieux bien publics : ne pourroit-on pas ériger à la porte, de chacune, des *cuſtom-houſes* (péages)? On ne pourrroit y entrer qu'en payant *ſix pence* : (ſix ſols) il y a dix millions d'hommes dans les

es trois Royaumes: il y en a qui dans la ſe-
naine, vont à l'égliſe pluſieurs fois, d'autres
'y vont qu'une fois, d'autres n'y vont ja-
nais: en prenant un nombre moyen, ſuppo-
ons que ces dix millions d'hommes vont cha-
un quarante fois à l'Egliſe par an: nous au-
ons un revenu clair & net de 10000000 de
vres ſterlings.

## LORD NORTH.

L'idée eſt bonne: on s'apperçoit même
ue depuis nos derniers revers les égliſes
nt plus fréquentés qu'auparavant. Quand
ſouffre on eſt bien dévot. Il ſeroit ſeule-
nt à craindre que nos Anglois n'étant pas
turellement fort enclins à la piété, il n'en
ût pas davantage, pour leur faire aban-
nner tout-à-fait l'exercice de la religion:
lleurs je me ſuis apperçu, que ce n'eſt
re que le menu peuple & les pauvres qui
quentent les égliſes: ils porteroient ſeuls
poids de cette impoſition: il ſeroit même
aindre qu'ils n'échappaſſent à la taxe en ſe
ant tous Méthodiſtes (*).

---

) Ces ſectaires font quelquefois leurs prêches
les rues & les places publiques. *Note du Tra-
ur.*

LORD GERMAINE.

L'idée ſeroit meilleure, ſi l'on érigeoit ces
*Cuſtom-houſes* à l'entrée des Salles de comédie.

LORD NORTH.

Vous avez raiſon, Mylord. Nos Anglois
ſe paſſeront plutôt d'aller aux égliſes que de
fréquenter les ſpectacles ; mais il n'y a de
théatres que dans les grandes villes : ainſi cet
te branche de revenu ne ſuffira pas à no
beſoins actuels.

LORD BUTE.

Par exemple, il eſt un certain endroit o
tout le monde eſt obligé d'aller ; ne pourroi
on pas faire fermer tous les cabinets part
culiers, & forcer, comme à Geneve, tous l
citoyens à ſe rendre dans les édifices con
truits par l'Etat pour les beſoins indiſpe
ſables (*) ?

LORD NORTH.

Je craindrois que, dans ce cas, tous n
Anglois ne devinſſent conſtipés.

---

(*) Il paroît que Lord Bute n'a fait que des
ſervations très-ſuperficielles dans ſes voyages.

UN SECRETAIRE *entre.*

Sire! Un courier vient d'arriver d'Irlande. Tout dans ce royaume, annonce les ſymptômes d'une défection, ſemblable à celle de l'Amérique. Les Irlandois demandent unanimement que tous leurs ports ſoient libres; & ce qui rend leur demande plus effrayante, c'eſt qu'ils la font à la tête de quarante mille hommes armés. Ils forment partout des aſſociations, en proteſtant cependant de leur ſoumiſſion pour le Roi.

S. M.

O Ciel! il ne manquoit plus que cette nouvelle pour conſommer nos malheurs. Les Colonies perſiſtent dans leur opiniâtre rebellion: nous avons perdu la Dominique, St. Vincent, la Grenade & de riches établiſſemens en Afrique: la Ruſſie, la Pruſſe, le Danemarck, la Hollande même nous abandonnent. L'Irlande commence comme l'Amérique à ſe révolter en proteſtant de ſa fidélité: ne finiroit-elle pas de la même maniere en ſecouant tout-à-fait le joug?

LORD NORTH.

Je ne vois pas que nous devions perdre ſi-tôt courage. Nous n'avons qu'à nous appliquer à tourner toutes les diſpoſitions des peu-

ples en faveur du miniſtere : n'épargnons pas l'argent à ceux qui préconiſent ſon ſiſtême & ſes opérations : le peuple Anglois eſt bruſque : il n'y a que maniere de le ſavoir prendre : le miniſtere fera toujours ici ce qu'il voudra, auſſi bien que les autres Miniſteres le font à Paris ou à Conſtantinople. Si ce peuple a encore du ſang dans les veines, il y a moyen de le ſucer.

## LORD GERMAINE.

Je crains que le plan de ſtipendier des Ecrivains ne ſoit pas bien ſûr. Par exemple, nous payâmes tres-bien le Sieur Tickell pour un pamphlet qui mit pour un tems les rieurs de notre côté. Quel effet a produit ſa *Caſſette-verte* (Green-box) de M. de Sartine ? Nous nous étions flattés que ce pamphlet feroit lapider les membres de l'oppoſition, en les peignant comme des gens vendus à la France. L'artifice n'a pas réuſſi : il faut avouer que ce Tickel a bien mérité de nous ; car c'eſt le premier homme qui a loué le miniſtere actuel : il a ſurtout ingénieuſement comparé le ſommeil auquel il eſt vrai, mon cher Lord North, que vous vous abandonnez quelquefois au ſommeil du Lion. Mais qu'avoit-il beſoin de compromettre ſa pénétration en fait de politique, en s'aviſant d'annoncer d'un ton de prophete, que la France n'avoit plus qu'un ſouffle de vie, & que l'Eſpagne n

ſe déclareroit pas en ſa faveur? Qu'avoit-il beſoin d'aller à bord du *Prince Frederic*, pour ſe faire prendre par les François? Se ſeroit-il rendu en France pour être plus à portée de remplir ſon métier, & nous envoyer des *caſſettes-vertes* plus authentiques?

## LORD WEYMOUTH.

Jamais nous n'eûmes tant beſoin de ces ortes d'Ecrivains pour les oppoſer aux Price & aux Prieſtley. Nous devons toujours avoir ſoin de donner de groſſes récompenſes aux Auteurs ſoi-diſans dramatiques, à proportion que leurs pieces ſeront lardées de maudiſſons à gros ſel contre les François. Les Auteurs y gagnent eux-mêmes: cela les diſpenſe d'avoir de l'eſprit. Je me ſuis apperçu que l'Anglois n'avoit jamais plus de haine & de mépris pour ſes ennemis naturels, que lorſqu'il voyoit ſur le théatre un Marquis François, couvert de poudre & de brillans haillons ſous un habit d'or, mangeant une feuille de choux, trichant au jeu & volant la bourſe de ceux qui l'approchent.

## LORD NORTH.

Quelques guinées, ſemées à propos, peuvent produire de grands effets. J'ai, par exemple, le tarif de toutes les voix qu'il faut acheter dans le Parlement, pour faire paſſer une

motion pour un nouveau ſubſide. Croyez-vous que nous aurions encore un pouce de terre en Amérique, ſi nous n'avions pas eu ſoin de payer, chez les Rebelles, des gens qui fomentent les diviſions inteſtines, & ne ceſſent de faire naître des ſoupçons contre les François dans ce pays-là? Il faudroit ſur-tout bien payer quelque homme de génie, dont l'eſprit fertile en reſſources imaginât un projet ſimple & efficace, pour nous guider dans la circonſtance épineuſe où nous ſommes engagés: j'ai déja invité les perſonnes à talens de me communiquer leurs idées.

# DIALOGUE VIII.

## LORD NORTH, DES FAISEURS DE PROJETS.

---

### UN FAISEUR de Projets.

La modeſtie eſt la compagne du vrai talent; mais le vrai talent n'eſt pas toujours encouragé & récompenſé. J'ai négligé mes affaires, ſacrifié ma fortune, pour découvrir des plans utiles à ma patrie, j'ai imaginé un projet qui, d'une ſeule opération politique, éteindra toutes les dettes de l'Etat; un autre projet, pour extirper la contrebande & les vols dans la Grande-Bretagne; un troiſieme pour ajouter à la couronne toute l'Amérique méridionale: vous m'avouerez que jamais ces projets ne pouvoient être formés plus à propos: cependant qu'en eſt-il réſulté? Mes créanciers m'ont tenu pendant plus de deux ans en priſon, dans le tems que, me diſpoſant à faire adopter mes trois projets, j'aurois conſervé l'Amérique à l'Angleterre.

LORD NORTH.

Croyez-vous qu'il ſoit encore poſſible de la ramener ?

UN FAISEUR de Projets.

Le génie trouve tout facile. Puiſque vous m'honorez de votre confiance, j'eſpere voir bientôt tous les ennemis de la vieille Angleterre (*) éperdus & écraſés. Faites armer, & plutôt que plus tard, douze flottes, dont la moindre contiendra au moins 30 vaiſſeaux de ligne. La plus forte, qui ne ſera pas moindre de cent vaiſſeaux, ira bloquer la flotte & tous les ports de France, d'autres iront bloquer les ports d'Eſpagne, & les autres, s'emparer du Mexique, du Perou, des Iſles Antilles & des Colonies révoltées. Je vous conſeille encore d'en envoyer une à l'embouchure du Texel : Je me défie de ces Hollandois, depuis que j'ai lu dans les gazettes qu'ils avoient reçu Paul Jones à Amſterdam, avec une eſpece de triomphe. Vous ſentez, Mylord, combien ces opérations vaſtes & brillantes peuvent ſervir à illuſtrer votre miniſtere, à relever la gloire du nom Anglois.

---

(*) Il y a dans l'original *Old - England.* Ces deux mots ont en anglois une énergie qu'une traduction littérale ne rend point en françois.

LORD NORTH.

Oui, mon cher Ami, je ſens tous ces avantages & bien d'autres : dites-moi ſeulement quels moyens vous avez imaginés pour trouver des hommes & de l'argent ?

LE FAISEUR de Projets.

Ces ſoins minutieux appartiennent au cerveau étroit d'un financier, d'un calculateur ; ils ſont au-deſſous d'un homme de génie, tel que moi.

LORD NORTH.

Je ſuis, mon cher Monſieur, extrêmement touché de votre patriotiſme : il eſt fâcheux qu'en travaillant à payer les dettes de l'Etat, vous ayiez été incarcéré pour vos propres dettes : voici quatre guinées : je vous conſeille de vous en acheter des culottes & de manger, de tems en tems, quelques tranches de bœuf rôties ſur le gril : l'étude & la méditation ne vous ont laiſſé que la peau & les os. Mr. le Martyr de la patrie, avant de vous occuper de la ſubſiſtance de nos armées & de nos flottes, je vous conſeille de vous en faire de ſolides, & à l'abri des coups du ſort.

UN AUTRE HOMME *à Projets.*

J'avoue que la ſituation des affaires eſt

fâcheuſe ; mais elle n'eſt pas déſeſpérante. J'étois dernierement en France : un Alchymiſte venoit d'y compoſer un liquide brûlant, qui, lancé dans les navires ennemis, devoit les conſumer avec la plus active rapidité. Je me donnois pour Américain, & j'eus le bonheur de m'introduire auprès de l'inventeur. En un mot, j'ai dérobé cet important ſecret. Louis XVI a refuſé de s'en ſervir. Il faut avouer que les François ſont bien ſots. Si l'on nous repréſentoit que cette maniere de faire la guerre eſt affreuſe, horrible, ne pourrions-nous pas répondre qu'il n'y a rien là de plus extraordinaire que les machines infernales que nous avons employées plus d'une fois, pour faire ſauter d'un ſeul coup des villes entieres, les arracher de leurs fondemens & en diſperſer les débris avec les membres déchirés & palpitans des habitans ſurpris dans les bras du ſommeil ?

LORD NORTH.

Votre projet ſeroit excellent, ſi vous ne le teniez pas d'un François. Il ſeroit à craindre que, ſi nous commençions les premiers à en faire uſage, cet exemple ne les autoriſât à s'en ſervir contre nous, ce qui pourroit nous devenir très-funeſte.

*Les Faiſeurs de Projets ſe retirent.*

# DIALOGUE IX.

## LORD NORTH, UN PHILOSOPHE.

---

LE PHILOSOPHE.

VOus avez, Mylord, dédaigné ſouvent mes avis ſalutaires. Je vous aurois abandonné dans la ſituation déſeſpérante où vos funeſtes conſeils viennent de réduire l'Angleterre, ſi mon amour pour la patrie ne l'emportoit ſur mon amour-propre philoſophique.

LORD NORTH.

Au moins nous aurons la conſolation de terraſſer nos ennemis dans un beau mémoire juſtificatif que nous allons faire circuler dans toutes les cours de l'Europe.

LE PHILOSOPHE.

A quoi cela peut-il ſervir ?

LORD NORTH.

Que devions-nous faire tandis qu'ils s'efforcent de nous noircir dans tous les pays ?

LE PHILOSOPHE.

Nous taire & les battre.

LORD NORTH.

Votre Génie, Monſieur, a percé les profondeurs des ſciences les plus abſtraites : vous avez, dans des écrits immortels, jugé les Rois & les nations, les hommes & les choſes : Daignez développer, avec la franchiſe qui vous eſt naturelle, vos idées ſur la guerre préſente.

LE PHILOSOPHE.

Je vous l'ai dit, il y a long-tems, Mylord ; elle eſt barbare & dénaturée, & les Auteurs ont trahi leur Roi, leur patrie, l'humanité. Il eſt cependant un moyen de ſauver notre honneur dans cette criſe périlleuſe : que dis-je ? il ſauve, à la fois, notre honneur & nos intérêts.

LORD NORTH.

Quel eſt ce précieux moyen ? vous avez

excité toute ma curioſité ; je ſuis impatient de le connoître.

LE PHILOSOPHE.

Commencez par proclamer l'indépendance des treize Colonies révoltées, de la Floride & du Canada.

LORD NORTH.

Eſt-ce là votre beau pro jet?

LE PHILOSOPHE.

Enſuite, renoncez, d'une maniere non moins ſolemnelle, à la Jamaïque, aux Barbades & à toutes vos Isles ſous le vent.

LORD NORTH.

Vous perdez la tête.

LE PHILOSOPHE.

Quand nous aurons déclaré tous ces pays indépendans, fait alliance avec les habitans, qu'ils auront établi leur Gouvernement ſur une baſe ferme, & que leur neutralité les mettra à l'abri de l'invaſion de nos ennemis; nous proclamerons, avec le même droit & la même ſolemnité, l'indépendance

de tous les établiſſemens des autres nations de l'Europe en Amérique.

LORD NORTH.

Mais ſi les Colons, ſujets de l'Eſpagne & de la France refuſent la liberté que nous leur offrirons, que faudra-t-il faire ?

LE PHILOSOPHE.

Nous les forcerons à l'accepter. Nos anciens co-ſujets les Américains, ſeront nos amis ou reſteront neutres. Avec les forces que nous employons actuellement contre les inſurgens, raſſemblées & dirigées contre la Martinique, St. Domingue, la Grenade, Cuba, le Perou, le Mexique, la Louiſiane &c., nous pouvons nous promettre des ſuccès d'autant plus faciles, que ces pays ont de motifs bien plus puiſſants de ſecouer le joug que n'en ont eu nos colonies : ce parti eſt le ſeul qui nous reſte : toute ma crainte eſt qu'il ne ſoit même trop tard d'y avoir recours ; & que les François, les Eſpagnols & nos Colonies révoltées ne nous chaſſent entiérement de l'autre hémiſphere.

LORD NORTH.

Mais, le Portugal, la Hollande, & même le Danemarck, ne mériteroient pas de

partager le ſort des François & des Eſpagnols.

LE PHILOSOPHE.

Auſſi ne les attaquerions nous pas. Lorſque l'Amérique Angloiſe, Eſpagnole & Françoiſe ſeroit libre; nous propoſerions aux Hollandois, aux Portugais & aux Danois, ou de rendre également leurs propres Colonies indépendantes, ou de renoncer à la liberté du commerce dans tous les pays que nous aurions affranchis. Il eſt vrai qu'il ſeroit difficile de les aſſujettir à cette derniere alternative; mais la crainte de voir leurs Colonies s'avancer d'elles mêmes à l'indépendance par l'exemple des autres, ne contribueroit pas peu à les déterminer à un ſacrifice qui ſeroit amplement racheté par le commerce libre avec toutes les Colonies des autres peuples. La Hollande conſentiroit d'autant plus volontiers à cette propoſition, que ce petit pays ne peut fournir qu'à ſes dépends des habitans pour former & entretenir des Colonies agricoles, éloignées.

LORD NORTH.

Ce projet préſente de beaux côtés: avouez-moi, cependant qu'il n'eſt guere philoſophe d'égorger les hommes pour leur faire accepter la liberté.

## LE PHILOSOPHE.

Je doute qu'en portant la liberté aux habitans des établiſſemens étrangers en Amérique, il ſoit néceſſaire d'en venir à ces cruelles extrêmités. On pourroit frapper en Europe des coups, dont l'effet ſe feroit ſentir dans les pays que l'on voudroit rendre libres. Après tout, le bien de l'humanité eſt préférable à celui d'une nation. Il s'agit de couper pour toujours la racine des guerres futures; & je ne vois pas de moyen plus efficace. Depuis deux cens ans le ſang ne coule que pour de miſérables intérêts de commerce. Pendant bien des ſiecles encore, le ſang Anglois, François, Américain, rougira la ſurface des mers, ſi l'Amérique ne devient pas entiérement libre: une haine invétérée, un reſſentiment implacable ne ceſſera d'armer ces trois nations & de cauſer, à chaque inſtant, des embraſemens généraux & affreux. Daignez ſeulement vous rappeller une des dernieres ſcenes que cettemalheureuſe guerre a produite. Mettez-vous devant les yeux la rencontre de notre frégate le *Quebec* avec la frégate Françoiſe *la Surveillante*. Je ne ſache pas qu'il y ait de ſpectacle plus intéreſſant pour un vrai philoſophe, plus attendriſſant pour un cœur ſenſible. Figurez-vous deux hommes, également vaillans, qui reſpectent peut-être leur mérite réciproque, brûlant de fureur & de rage à la vue l'un de l'autre pour un futile point d'hon-

neur

neur national. Ils ſont à peu-près égaux en force ; ils ne peuvent guere ſe promettre de l'avantage l'un ſur l'autre : ils ne laiſſent pas de ſe lancer le feu, le fer & la mort : voyez-les au milieu d'une troupe de corps étendus ſans vie, mutilés, ou rendant le dernier ſoupir : rappellez-vous combien ces frêles machines ont coûté de ſoin à la mere qui les allaita, aux Maîtres qui ont perfectionné leurs facultés intellectuelles ou phyſiques, à la patrie qui veilla à leur défenſe : penſez à préſent que les fruits amers de la victoire ne ſeront que pour des ambitieux qui n'ont point partagé le péril : en vain chercherions-nous à le diſſimuler : les François voient dans ces affreux momens, la mort d'un œil auſſi ſec que les Anglois. La ſoif de venger leurs anciennes injures, leur inſpire autant d'acharnement que l'animoſité Nationale peut nous en inſpirer contr'eux : juſqu'à quand les malheureux humains, victimes inſenſées de leurs folies, iront-ils gaîment à la mort pour ſervir l'ambition ou la vaine gloire de quelques chefs de nations, que ſouvent même ils n'ont jamais vûs ? Ecoutez, Mylord, quand les nations ne pourront plus diſputer ſur les mers que d'induſtrie & d'émulation, ne voyez-vous pas diſparoître les germes empoiſonnés, féconds & ſans ceſſe renaiſſans de cet horrible état qui rend l'homme le plus grand ennemi de l'homme? En un mot, ſi la paix perpétuelle pouvoit être plus

que le rêve des hommes de bien ; quel événement pourroit l'accélerer davantage que l'indépendance des deux Amériques ? Si vous ne pouvez éteindre la rage d'avoir des Colonies, tranſportez-en dans les terres incultes de votre propre pays ; & avant de répandre votre population au dehors, voyez ſi, au dedans, elle eſt auſſi floriſſante qu'elle peut l'être. Bornons-nous aux limites que la nature nous a fixées : tous nos efforts pour ſoutenir notre puiſſance extérieure ne peuvent plus être que les convulſions de la mort.

LORD NORTH.

Ainſi votre projet ſeroit de réduire notre Empire à l'Isle de la Grande-Bretagne.

LE PHILOSOPHE.

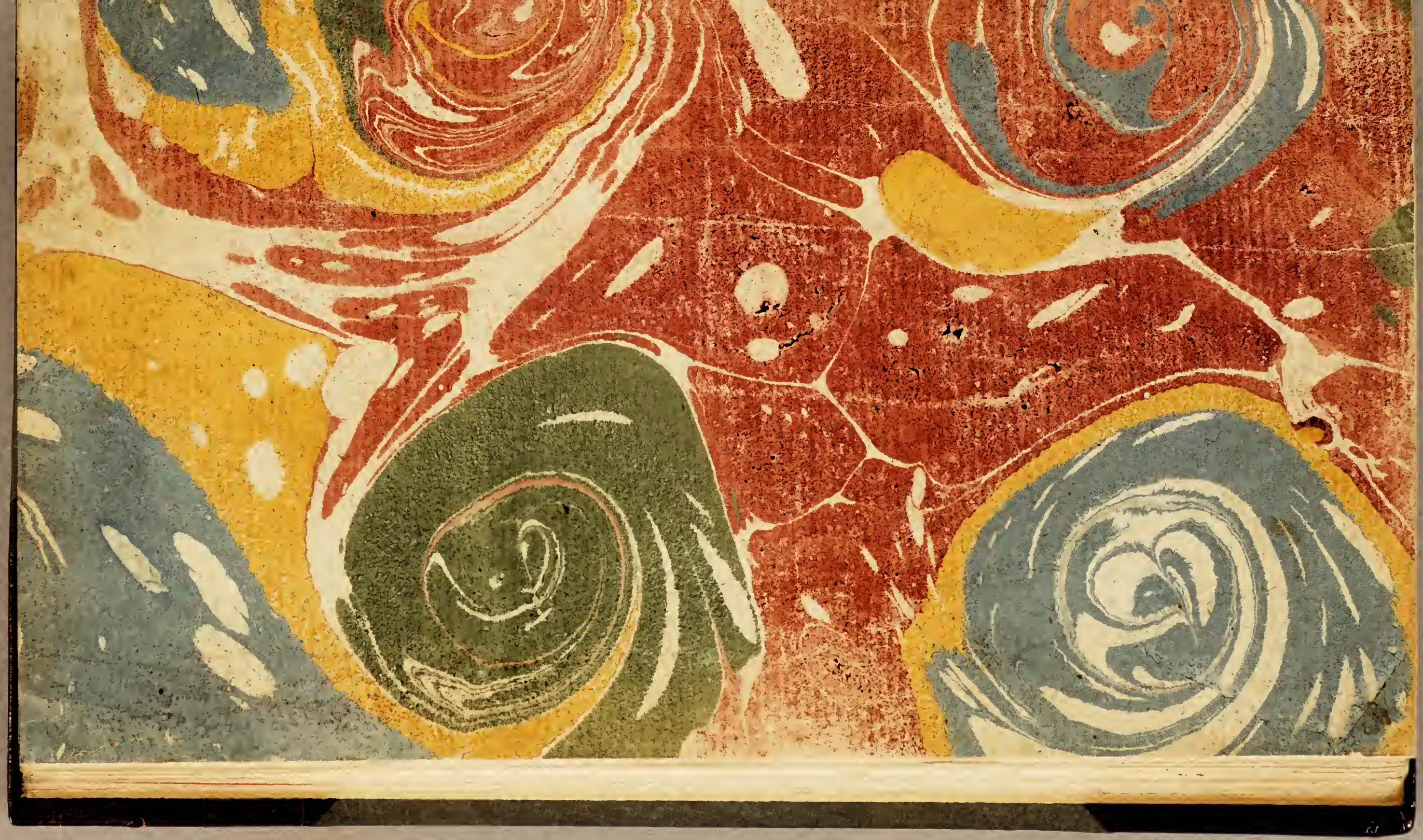
Oui Mylord. La nature a évidemment formé chaque Isle pour ſe ſuffire à elle-même, & être le ſiege de la liberté ; & la Grande-Bretagne, qui eſt la plus grande de toutes, pour être le modele & la protectrice des autres. Ainſi l'Irlande devroit ne nous être attachée que par une alliance étroite, à laquelle ſa ſituation & ſon intérêt l'engagent aſſez. Ainſi nous pourrions abandonner Minorque, & forcer les Eſpagnols à quitter l'Iſle Majorque, & les François, l'Iſle de Corſe.

## LORD NORTH.

Votre projet reſpire l'enthouſiaſme d'un honnête homme, d'un bon patriote, d'un ami de l'humanité. Mais les tems ne ſont pas encore mûrs pour un projet ſi relevé. Je vous avouerai même que votre ſyſtême s'offre ſous un air de grandeur, qui m'en impoſe. Je connois votre déſintéreſſement. Je n'oſe vous propoſer les récompenſes publiques que vos talens mériteroient.

## LE PHILOSOPHE.

Je ne veux rien. Je n'attends pas même les applaudiſſemens du ſiecle préſent. Mon cœur me dit que j'aurai l'aveu de toutes les ames libres & ſenſibles, & le ſuffrage de la poſtérité.



E780
C415d4